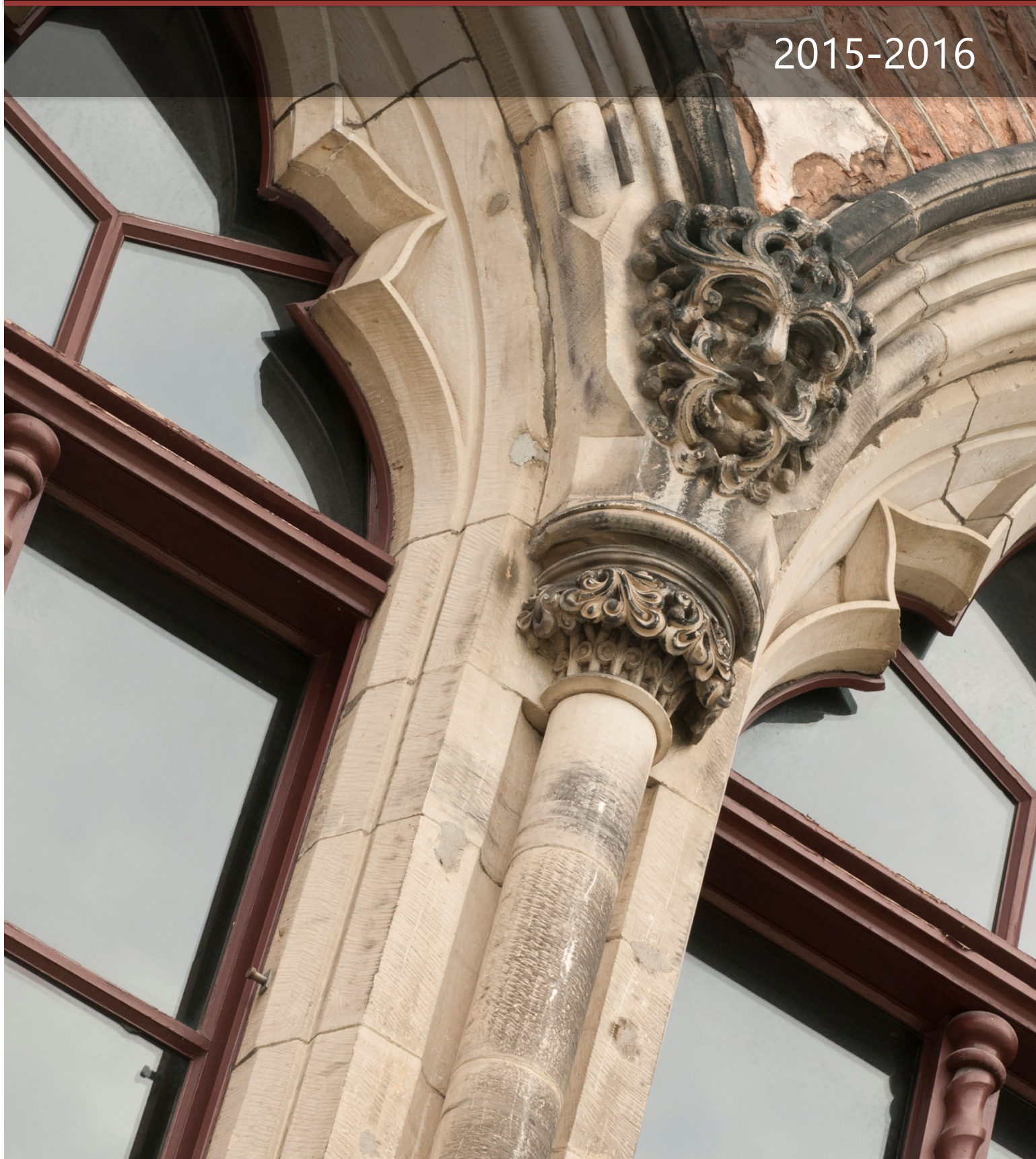




Direction des comités du Sénat

Rapport annuel des activités et des dépenses

2015-2016



Message du greffier principal de la Direction des comités



Les comités sont au cœur même des travaux d'examen des projets de loi et de révision des politiques du Sénat et, tous les ans, plus d'un millier de Canadiens y contribuent en comparaisant comme témoins. D'autres Canadiens suivent les travaux des comités en visionnant les émissions Web ou les diffusions sur CPAC, ou en lisant les nombreux documents des comités sur le site Web du Parlement, notamment les transcriptions des réunions, les procès-verbaux et les rapports. Les sénateurs consacrent énormément de temps aux comités, même lorsque le Sénat ne siège pas, et la Direction des comités est très fière de fournir le soutien administratif et procédural dont les comités ont besoin pour atteindre leurs objectifs.

Les niveaux d'activités en 2015-2016 sont caractéristiques d'un exercice financier interrompu par une dissolution du Parlement. Avec le nouveau calendrier parlementaire, les travaux ont repris pour de bon vers la fin janvier. Il demeure toutefois, comme en témoigne le nombre de réunions tenues, de témoins entendus et d'heures passées en réunion, que les sénateurs et leurs comités ont été bien occupés. Comme l'illustrent les résumés des activités de chaque comité figurant dans le présent rapport annuel, les comités ont accompli une importante somme de travail au cours de l'exercice 2015-2016.

Il convient de souligner, à propos de la charge de travail des sénateurs et du personnel de la Direction, que le Sénat et la Chambre des communes ont convenu de créer le Comité mixte spécial sur l'aide médicale à mourir, qui a mené de vastes audiences préliminaires et a fait connaître ses recommandations immédiatement avant le dépôt d'un projet de loi sur la question. Quant au Sénat, il a mis sur pied un Comité spécial sur la modernisation du Sénat, et le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a formé plusieurs sous-comités afin de bien gérer son volume de travail.

Au cours de l'été 2015 et des mois qui ont précédé le discours du Trône, en décembre, le personnel de la Direction des comités s'est activé à mettre à jour les manuels de politique financière, les documents de procédure, le matériel de référence et les documents publics. Qui plus est, plusieurs greffiers ont été affectés à des projets spéciaux auprès du Bureau du légiste, du Comité de la régie interne, du Bureau de la planification stratégique et de la vérification, ainsi qu'auprès du Groupe de travail sur les services aux sénateurs, dont le travail préparatoire a jeté les bases d'un portail permettant aux bureaux des sénateurs d'accéder aux services mis à leur disposition par le secteur de la procédure. On s'attend à ce que le Portail des activités parlementaires, qui devrait être déployé au cours de l'exercice 2016-2017, remporte autant de succès et soit aussi utile que le Portail de bureau, en rendant les services et les informations du secteur de la procédure faciles d'accès et simples à comprendre.

Avec les plans de travail bien remplis, les ordres de renvoi en cours et plusieurs nouvelles voix au Sénat, nul doute que 2016-2017 promet d'être une année très occupée pour les comités.

Blair Armitage
Greffier principal

Énoncé de mission

En tant qu'institution du Parlement du Canada, le Sénat du Canada fait partie intégrante du processus législatif fédéral. Afin de s'acquitter de son rôle législatif, le Sénat a constitué un certain nombre de comités chargés d'examiner les projets de loi et les budgets des dépenses, et de mener des études spéciales sur divers sujets. La Direction des comités du Sénat offre un soutien administratif aux comités, les conseille sur la procédure parlementaire et leur fournit de l'information pour les aider à accomplir leurs tâches et à atteindre leurs objectifs. Pour remplir son mandat, la Direction doit :

- ✧ offrir un service de qualité supérieure à tous les sénateurs siégeant au sein des comités;
- ✧ faire preuve de courtoisie, de professionnalisme et d'objectivité dans l'exercice de ses fonctions;
- ✧ respecter le principe de confidentialité dans son travail avec les sénateurs et les comités;
- ✧ contribuer à améliorer l'image de marque du Parlement en général et du Sénat en particulier;
- ✧ observer le Règlement, les règles et les politiques du Sénat;
- ✧ veiller au perfectionnement de ses ressources humaines;
- ✧ encourager l'innovation afin d'améliorer son propre fonctionnement.

Greffiers, adjoints administratifs et personnel de soutien 2015-2016

Blair Armitage
Greffier principal

Brigitte Martineau
Adjointe administrative

Shaila Anwar (depuis mars 2016)
Greffière principale adjointe par intérim
Catherine Piccinin (jusqu'à mars 2016)
Greffière principale adjointe

Debbie Larocque
Adjointe administrative

Greffiers des comités

Adjoints administratifs

Shaila Anwar (jusqu'à mars 2016)

Tracy Amendola

Daniel Charbonneau

Anita Vinette (jusqu'à novembre 2015)
Lyne Héroux

Lynn Gordon

Julie Flannery (depuis novembre 2015)
Monique Régimbald

Keli Hogan

Maxwell Hollins

Annie Trudel (depuis janvier 2016)

Danielle Labonté (depuis janvier 2016)

Gaëtane Lemay (depuis décembre 2015)

Louise Martel

Mark Palmer

Lori Meldrum

Kevin Pittman

Mélanie Moore

Jessica Richardson

Diane McMartin

Adam Thompson

Maritza Jean-Pierre

Marcy Zlotnick (jusqu'à avril 2015)

Greffiers législatifs

Coordonnatrice des statistiques

Matthieu Boulianne (depuis mars 2016)

Sylvie Trudeau

Chantal Cardinal

Artour Sogomonian (jusqu'à décembre 2015)

Table des matières

Message du greffier principal de la Direction des comités	i
Énoncé de mission	ii
Greffiers, adjoints administratifs et personnel de soutien	iii

Partie I – Renseignements généraux

Aperçu des dépenses et des activités	3
Faits saillants des rapports sur les études spéciales	7

Partie II – Profils des comités

Peuples autochtones	16
Agriculture et forêts	20
Banques et commerce	24
Éthique et conflits d'intérêts des sénateurs	28
Énergie, environnement et ressources naturelles	31
Pêches et océans	35
Affaires étrangères et commerce international	39
Droits de la personne	42
Régie interne, budgets et administration	46
Affaires juridiques et constitutionnelles	50
Modernisation du Sénat	54
Finances nationales	56
Sécurité nationale et défense	61
Sous-comité des anciens combattants	66
Langues officielles	69
Aide médicale à mourir	72
Règlement, procédure et droits du Parlement	74
Sélection	77
Affaires sociales, sciences et technologie	80
Transports et communications	84
Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement	88
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation	90

Partie III – Dépenses des comités

Rapport détaillé sur les dépenses des comités	92
Rapport sur les budgets et les dépenses des comités	93
Ventilation des dépenses des témoins	96

Partie I – Renseignements généraux

Aperçu des dépenses et des activités

Dépenses de fonctionnement*

Au cours de l'exercice 2015-2016, la Direction a fourni des services de soutien (services administratifs, questions de procédure, informations et autres) aux différents comités sénatoriaux, soit :

- ✧ 15 comités permanents (et 1 sous-comité);
- ✧ 2 comités mixtes permanents (composés de sénateurs et de députés);
- ✧ 1 comité spécial;
- ✧ 1 comité mixte spécial (composé de sénateurs et de députés);
- ✧ le Comité de sélection.

Les articles 12-3, 12-6 et 12-7 du *Règlement du Sénat* régissent la taille et les champs d'étude des comités, ainsi que le nombre de membres requis pour qu'il y ait quorum.

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration et le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement sont administrés par l'entremise d'autres bureaux.

Direction des comités	
31,8 postes équivalents temps plein (ETP)	
Dépenses de fonctionnement	
Direction	15 464 \$
Comités	85 566 \$
Témoins	169 531 \$
Autres	58 225 \$

Activités des comités

Au Sénat, une grande partie du travail s'accomplit au sein des comités. En moyenne, ceux-ci étudient plus de 50 projets de loi et se lancent dans une cinquantaine d'études spéciales chaque année. Les comités doivent respecter le *Règlement du Sénat* et le *Règlement administratif du Sénat*, mais ils entreprennent, organisent et réalisent leurs travaux de manière bien différente. Par ailleurs, certains comités se penchent quasi exclusivement sur des projets de loi, tandis que d'autres se consacrent surtout à des études spéciales.

* Toutes les données contenues dans ce rapport proviennent des *Journaux du Sénat*, des procès-verbaux des comités sénatoriaux et des dossiers de la Direction des finances et de l'approvisionnement du Sénat.

Activités des comités

Voici une comparaison entre les activités de tous les comités sénatoriaux, par exercice, depuis 2011-2012.

Indicateurs	2015-2016	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012	Moyenne sur 5 ans
Réunions	336	586	422	513	401	452
Rapports	98	126	119	108	80	106
Heures en comité	493,4	937,8	637,8	815,8	702,4	717
Témoins	1 023	2 116	1 277	1 760	1 334	1 502
Projets de loi	20	71	44	47	21	41
Nombre d'heures d'information	3,5	287,7	134,7	243,5	161	166
Études préalables ou études de la teneur de projets de loi	7	18	10	15	2	10
Études spéciales entreprises	41	57	85	63	41	57
Déplacements	1	19	8	18	8	11

Le tableau ci-dessous illustre les différents ordres de renvoi que les comités sénatoriaux ont reçus au cours de l'exercice 2015-2016.

Ordres de renvoi	Nombre de réunions	% du total des réunions	Nombre d'heures	% du total des heures
Projets de loi et leur teneur	77	22,9 %	49,9	10,1 %
Études spéciales	60	17,9 %	93,5	19 %
Comités permanents (Régie interne, Règlement, Conflits d'intérêts, Sélection, Examen de la réglementation, Bibliothèque)	45	13,4 %	45,6	9,2 %
Total	182	54,2 %	189	38,3 %

Consultations

Chaque année, les comités se déplacent pour recueillir des témoignages aux niveaux local et régional. Ils tiennent des réunions publiques officielles un peu partout au Canada et effectuent également des missions d'information à caractère moins officiel au pays et à l'étranger. Ces déplacements permettent aux sénateurs de se familiariser avec les sujets qu'ils étudient et de recevoir des témoignages et de l'information qu'il leur serait impossible d'obtenir en restant à Ottawa.

Quand les comités se rendent à l'étranger pour se documenter, ils sont en mission d'information, ce qui veut dire que leurs délibérations ne sont pas considérées comme officielles et qu'aucune transcription de

celles-ci n'est publiée. Cependant, l'information recueillie demeure précieuse et peut leur servir à la rédaction de leurs rapports.

Agriculture et forêts (étude sur l'accès aux marchés)

Mission d'information

- ✦ Moncton (Nouveau-Brunswick) (du 14 au 16 mars 2016)

Site Web parlementaire

La Direction des comités réévalue à intervalles réguliers sa présence sur le site Web parlementaire (www.parl.gc.ca) pour s'assurer de fournir des informations utiles et conviviales. Elle reconnaît l'efficacité de ce média pour donner aux Canadiens accès aux travaux des comités du Sénat.

Tous les rapports, communiqués et documents pertinents des comités sont convertis en format HTML et/ou PDF ou les deux, et sont publiés sur le site Web. L'information sur les comités sénatoriaux, notamment la date, l'heure et le lieu des réunions, les témoins attendus, et si la réunion sera webdiffusée ou enregistrée en vidéo pour diffusion sur la chaîne CPAC, est régulièrement mise à jour. Cette information est également rendue publique au moyen du compte Twitter du Sénat ([@SenatCA](https://twitter.com/SenatCA) en français et [@SenateCA](https://twitter.com/SenateCA) en anglais). De plus, les principales publications de la Direction telles que le Rapport annuel, *Introduction aux comités sénatoriaux*, la *Foire aux questions* et le *Guide de participation à une étude par un comité du Sénat* sont également disponibles en ligne.

Rapports sur les études spéciales : contribution à l'élaboration des politiques de l'État

Voici la liste des principaux rapports de 2015-2016, par comité. Un résumé de chacun de ces rapports est présenté dans les pages qui suivent.

Peuples autochtones

- ✦ *Le logement et l'infrastructure dans les réserves : Recommandations de changements* (juin 2015)

Agriculture et forêts

- ✦ *L'importance de la santé des abeilles pour une production alimentaire durable au Canada* (mai 2015)

Banques et commerce

- ✦ *Les crypto-monnaies : Pile ou face?* (juin 2015)
- ✦ *Les fluctuations du dollar canadien : Les conséquences pour les Canadiens* (mars 2016)

Énergie, environnement et ressources naturelles

- ✦ *Énergiser les territoires du Canada* (juin 2015)

Pêches et océans

- ✦ *Rapport sur l'aquaculture* (juillet 2015)

Affaires étrangères et commerce international

- ✦ *Voisins nord-américains : Maximiser les occasions et renforcer la coopération pour accroître la prospérité* (juin 2015)
- ✦ *Accroître la présence des entreprises canadiennes sur les marchés internationaux : Le rôle des services fédéraux de promotion du commerce* (juin 2015)

- ✦ *Assurer la place du Canada en Asie-Pacifique : Une attention particulière à l'Asie du Sud-Est* (juin 2015)
- ✦ *Agir contre ceux qui violent les droits de la personne en Russie* (mars 2016)

Droits de la personne

- ✦ *Alerte : Défis et mécanismes internationaux pour faire face à l'enlèvement international d'enfants* (juillet 2015)
- ✦ *La protection d'une génération : Les mandats de l'UNICEF et du HCR permettent-ils de répondre aux besoins des enfants syriens?* (juillet 2015)
- ✦ *Mode jetable : Conditions de travail dans l'industrie du prêt-à-porter* (juillet 2015)

Sécurité nationale et défense

- ✦ *Vigilance, reddition de comptes et sécurité aux frontières du Canada* (juin 2015)
- ✦ *Rapport provisoire sur les blessures de stress opérationnel des anciens combattants du Canada* (juin 2015)
- ✦ *Combattre la menace terroriste au Canada : Rapport provisoire* (juillet 2015)

Langues officielles

- ✦ *Viser plus haut : Augmenter le bilinguisme de nos jeunes Canadiens* (juin 2015)

Aide médicale à mourir

- ✦ *L'aide médicale à mourir : Une approche centrée sur le patient* (février 2016)

Affaires sociales, sciences et technologie

- ✦ *L'obésité au Canada : Une approche pansociétale pour un Canada en meilleure santé* (mars 2016)

Transports et communications

- ✦ *Le moment est venu de changer : CBC/Radio-Canada au vingt et unième siècle* (juillet 2015)

Faits saillants des rapports sur les études spéciales

Comité permanent des peuples autochtones

Le logement et l'infrastructure dans les réserves : Recommandations de changements

(Douzième rapport [final] déposé au Sénat le 23 juin 2015 –

Document parlementaire n° 2/41-1300S)

L'infrastructure, c'est beaucoup plus que du béton. Des infrastructures vieillissantes, inadéquates et médiocres peuvent nuire considérablement à la vie sociale et économique des collectivités. À cet égard, l'infrastructure doit répondre aux besoins les plus fondamentaux des personnes, des familles et des collectivités, c'est-à-dire loger les gens et leur donner accès à l'eau potable. Le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones (le comité) a commencé à tenir des audiences sur les besoins en matière de logement et d'infrastructure dans les réserves dès novembre 2013. Il s'est rendu dans des collectivités partout au pays pour constater de visu les difficultés et les pratiques exemplaires en matière de logement et d'infrastructure.

À partir de l'automne 2014, le comité s'est concentré sur l'infrastructure communautaire, soit les routes, les réseaux d'aqueduc, les écoles, les ponts et les installations communautaires. Les déficits d'infrastructure ne sont pas l'apanage des collectivités des Premières Nations, mais l'ampleur du déficit dans les réserves est particulièrement frappante. En se rendant dans les collectivités des Premières Nations, le comité a pu voir des étangs d'épuration qui débordent et des endroits où les avis d'ébullition d'eau sont en vigueur depuis plus de 10 ans.

Comité permanent de l'agriculture et des forêts

L'importance de la santé des abeilles pour une production alimentaire durable au Canada

(Neuvième rapport [final] déposé au Sénat le 27 mai 2015 –

Document parlementaire n° 2/41-1213S)

On prévoit que d'ici 2050, il faudra nourrir neuf milliards de personnes. Le rendement des cultures devra augmenter pour nourrir la population mondiale qui ne cesse de croître. Or, il semble que certaines pratiques agricoles utilisées actuellement peuvent nuire aux pollinisateurs requis pour assurer la pollinisation de ces cultures. Voilà le dilemme devant lequel nous nous trouvons.

C'est cette question que le comité souhaitait aborder lorsqu'il a entrepris son étude sur la santé des abeilles qui s'est terminée par la publication du rapport intitulé *L'importance de la santé des abeilles pour une production alimentaire durable au Canada*.

Comité permanent des banques et du commerce

Les crypto-monnaies : Pile ou face?

(Douzième rapport [final] déposé au Sénat le 18 juin 2015 –

Document parlementaire n° 2/41-1281S)

Le 25 mars 2014, le Sénat a autorisé le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce (le comité) à étudier les monnaies numériques, en s'attachant tout particulièrement aux risques, menaces et avantages éventuels liés à ces modes d'échanges électroniques. Le comité s'est intéressé à cette question

en partie en raison de la couverture médiatique de l'usage de bitcoins pour effectuer et recevoir des paiements en ligne, et des observations de témoins concernant la tendance au blanchiment de fonds par Internet, à l'occasion de son examen législatif de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*.

Au cours de son étude, le comité s'est fait rappeler qu'il est difficile, voire impossible, de prédire avec certitude quels types de technologies connaîtront le succès ou l'échec.

Les fluctuations du dollar canadien : Les conséquences pour les Canadiens

(Troisième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 25 mars 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-216S)

Le taux de change du dollar canadien a de nombreux effets sur les entreprises et les ménages canadiens et donc sur l'économie du pays. Pour mieux saisir la nature et la portée de certains effets, le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce a réalisé une brève étude sur le taux de change et, pour ce faire, il a fait témoigner des experts sur les causes des fluctuations du dollar ces derniers mois, de même que sur les conséquences de telles variations pour les Canadiens.

Le comité a appris que bien que les ménages canadiens paient plus cher les biens et les services importés en raison de la faiblesse du taux de change, les conséquences de la baisse du taux de change du dollar canadien ne sont pas toutes négatives; certains ménages et entreprises peuvent en bénéficier. Dans l'ensemble, la valeur du dollar canadien au moment des audiences du comité était inférieure à ce que les témoins appelaient la « juste valeur » de la devise à long terme, fondée sur des cours plus normaux pour le pétrole.

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

Énergiser les territoires du Canada

(Quatorzième rapport [final] déposé au Sénat le 17 juin 2015 –
Document parlementaire n° 2/41-1273S)

Le rapport traite des systèmes énergétiques existant dans chaque territoire et cerne les obstacles et les opportunités que présente l'offre d'énergie abordable, viable et durable aux particuliers et aux entreprises. Il y est surtout question des réseaux d'électricité.

Le comité a constaté que, dans l'ensemble, les réseaux électriques étaient vieux et improductifs et fonctionnaient à la limite de leur capacité. Il a également observé que les collectivités territoriales étaient très dépendantes du diesel. Par ailleurs, les services d'électricité et les gouvernements territoriaux manquent de moyens financiers pour faire avancer de grands projets, car l'assiette fiscale et tarifaire est modique. Les services d'électricité ont des coûts élevés, car ils desservent de petites collectivités éloignées les unes des autres essentiellement alimentées au diesel. Les possibilités en matière énergétique sont également limitées, car les territoires ne sont pas raccordés aux réseaux de gaz naturel et d'électricité d'Amérique du Nord.

Le rapport soumet cinq recommandations au gouvernement fédéral dans le but d'améliorer la situation énergétique des territoires.

Comité permanent des pêches et des océans

Volume un – Industrie aquacole et gouvernance au Canada
Volume deux – Industrie aquacole et gouvernance en Norvège et en Écosse
Volume trois – Un océan de possibilités : L'aquaculture au Canada
(Quatorzième rapport [final] déposé au Sénat le 30 juillet 2015)

Le message principal de ce rapport est qu'il y a un océan de possibilités pour l'aquaculture au Canada. Notre pays possède le plus long littoral maritime au monde, le plus grand nombre de lacs d'eau douce, une industrie aquacole diversifiée, un solide régime réglementaire et un secteur de recherche aquacole de calibre mondial. Le Canada est donc bien placé pour répondre à la demande mondiale croissante de poissons et de fruits de mer et pour le faire de manière durable sur le plan environnemental, économique et social.

Le comité appuie l'objectif visant à doubler la production aquacole canadienne au cours de la prochaine décennie. Afin de favoriser cette croissance durable, le comité propose un ensemble de recommandations qui s'articulent autour de cinq grands thèmes : cadre législatif et réglementaire; santé des poissons d'élevage; écosystèmes sains et productifs; recherche et développement; acceptabilité sociale et présentation de rapports destinés au public. La recommandation la plus importante est que Pêches et Océans Canada présente une loi fédérale sur l'aquaculture qui réponde aux préoccupations exprimées au cours de l'étude du comité et qui établisse la pleine mesure de la compétence du gouvernement fédéral.

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

Voisins nord-américains : Maximiser les occasions et renforcer la coopération pour accroître la prospérité

(Dixième rapport [final] déposé au Sénat le 11 juin 2015 –
Document parlementaire n° 2/41-1256S)

Ce rapport expose les points de vue des témoins et les recommandations du comité énoncées dans une perspective parlementaire qui, une fois mises en œuvre, aideront le Canada à maximiser les occasions et à renforcer la coopération en Amérique du Nord. Le chapitre premier présente une brève rétrospective des bases des relations entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, tandis que le chapitre deux porte sur notre relation avec le Mexique et les futurs efforts pouvant y être canalisés pour maximiser les occasions pour le Canada. Conscient de l'importance passée et actuelle des États-Unis pour le Canada, et certainement de leur importance future, le comité aborde, au chapitre trois, les aspects des relations que le Canada et le Mexique entretiennent avec les États-Unis, leur voisin commun. Le chapitre quatre expose d'autres actions qui pourraient s'imposer à mesure que les trois pays établiront de nouvelles relations nord-américaines.

Accroître la présence des entreprises canadiennes sur les marchés internationaux : Le rôle des services fédéraux de promotion du commerce

(Onzième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 17 juin 2015 –
Document parlementaire n° 2/41-1274S)

Les entreprises, produits et services canadiens ont la cote sur les marchés internationaux. Toutefois, dans un monde de plus en plus compétitif, le gouvernement canadien et d'autres intervenants doivent continuer d'offrir des services qui aident nos entreprises à investir avec plus de confiance sur les marchés étrangers, à tirer parti des nouvelles occasions qui se présentent, à nouer des liens avec des partenaires

d'affaires et à avoir accès au financement dont elles ont besoin pour prospérer. Ces services s'avèrent particulièrement précieux pour les petites et moyennes entreprises (PME) qui, à cause des coûts et des risques rattachés aux activités commerciales à l'étranger, pourraient renoncer à des projets pourtant prometteurs au vu de leur potentiel d'exportation.

À la lumière des contributions de 28 témoins provenant des milieux des affaires et de la finance, d'associations industrielles, du milieu universitaire, de sociétés d'État et des gouvernements fédéral et provinciaux, le comité propose dans ce rapport des façons novatrices de mettre en œuvre des initiatives de promotion commerciale qui aideront à mieux répondre aux besoins des entreprises canadiennes et à renforcer la compétitivité mondiale des produits et services canadiens.

Assurer la place du Canada en Asie-Pacifique : Une attention particulière à l'Asie du Sud-Est

(Douzième rapport [final] déposé au Sénat le 29 juin 2015 –

Document parlementaire n° 2/41-1304S)

Dans ses rapports déposés en 2010, le comité avait étudié la question de l'essor de la Chine et de l'Inde. Ce rapport rappelle que les conclusions des études précédentes sont toujours valables, avant de s'intéresser à une région qui offre d'autres possibilités au Canada en matière de commerce et de politique étrangère. Le comité conclut que le Canada doit continuer de renforcer ses liens avec l'Inde et la Chine, mais qu'il doit également saisir les nouvelles occasions de développer des secteurs d'intérêt commun et des partenariats en Asie du Sud-Est.

Sous-tendues par les témoignages de plus de 90 intervenants recueillis au cours de 30 réunions, les analyses, suggestions et recommandations précises qui en découlent permettent d'établir une feuille de route. Le principal message du rapport est clair : la région de l'Asie-Pacifique gagne en importance sur la scène mondiale, et le Canada ne peut se permettre de rester à l'écart.

Agir contre ceux qui violent les droits de la personne en Russie

(Deuxième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 25 mars 2016 –

Document parlementaire n° 1/42-217S)

Le 10 mars 2016, le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international a recueilli les témoignages de trois personnes au sujet de l'état de la démocratie en Russie. En exposant son cas particulier, chacun des témoins a illustré la faiblesse de l'État de droit et le piètre respect des droits de la personne en Russie.

Le comité s'inquiète du fait qu'il n'y ait pas eu de mouvement positif de renforcement de la démocratie, de la primauté du droit et des droits de la personne dans ce pays, et que les enquêtes menées dans ces trois affaires n'aient pas permis de rendre justice aux victimes. Après examen de la situation, le comité maintient et réaffirme la pertinence de la motion adoptée par le Sénat en 2015 ainsi que l'urgence de la mettre en œuvre. Le comité demande donc au gouvernement du Canada de condamner tous les ressortissants étrangers impliqués dans l'affaire Magnitski et d'imposer des sanctions à ces personnes et à d'autres responsables de violations, à l'étranger, des droits de la personne reconnus à l'échelle internationale, particulièrement lorsque les autorités de leur pays ne peuvent ou ne veulent pas enquêter sur ces violations de façon rigoureuse, indépendante et objective.

Comité permanent des droits de la personne

Alerte : Défis et mécanismes internationaux pour faire face à l'enlèvement international d'enfants

(Treizième rapport [final] déposé au Sénat le 24 juillet 2015)

Compte tenu des difficultés auxquelles font toujours face les parents pour rapatrier leurs enfants au Canada et faire respecter les droits de visite, le Comité sénatorial permanent des droits de la personne a convenu, le 2 décembre 2013, d'examiner le problème de l'enlèvement international d'enfants et le rôle de la Convention de La Haye sur l'enlèvement ainsi que d'autres mécanismes internationaux dans le règlement des différends. Le comité a tenu sept réunions sur cette question au printemps et à l'automne 2014. Il a reçu les témoignages de divers intervenants qui ont parlé des nombreux aspects de ce problème complexe.

Le rapport commence par une explication de la Convention de La Haye, des traités et des processus internationaux complémentaires. Il se penche ensuite sur la réponse du Canada au problème de l'enlèvement international d'enfants, et fait état des enjeux et des options qui se présentent aux parents canadiens aux prises avec le problème. Enfin, le rapport présente plusieurs recommandations qui, comme l'espère le comité, dissuaderont les parents d'enlever leurs enfants pour les emmener à l'étranger, faciliteront le retour d'enfants dans le pays de leur résidence habituelle et contribueront à faire respecter les droits de visite.

La protection d'une génération : Les mandats de l'UNICEF et du HCR permettent-ils de répondre aux besoins des enfants syriens?

(Quatorzième rapport [final] déposé au Sénat le 24 juillet 2015)

Le conflit qui fait rage en Syrie a contraint un nombre sans précédent de personnes à quitter leur maison et à chercher refuge dans des communautés ou pays voisins. Le comité a obtenu du Sénat l'autorisation de se pencher sur cette question et d'examiner l'évolution des mandats du HCR et de l'UNICEF pour évaluer leur aptitude à répondre aux besoins des enfants déplacés à cause de conflits. Du 26 mai 2014 au 7 mai 2015, le comité a entendu une vingtaine de témoins, dont des représentants du gouvernement du Canada, d'organismes des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales (ONG) et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (MICRRCR), ainsi que des universitaires. À la lumière des témoignages recueillis, le rapport présente les observations et recommandations du comité à l'intention du gouvernement canadien.

Peu de témoins estimaient nécessaire de modifier le mandat de ces deux organismes, et la plupart d'entre eux voyaient l'évolution de ces organismes comme une adaptation naturelle à la transformation constante des conflits modernes. Les témoignages ont surtout porté sur le HCR, de sorte que le rapport du comité suit cette tendance dans une certaine mesure.

Mode jetable : Conditions de travail dans l'industrie du prêt-à-porter

(Quinzième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 24 juillet 2015)

Le 12 mai 2014, le Comité sénatorial permanent des droits de la personne (le comité) a entrepris une étude sur l'industrie du prêt-à-porter dans les pays en développement, dans le cadre de son ordre de renvoi général : surveiller l'évolution de diverses questions ayant trait aux droits de la personne et examiner, entre autres choses, les mécanismes du gouvernement pour que le Canada respecte ses obligations nationales et internationales en matière de droits de la personne. Au moment de la rédaction du rapport, le comité s'était réuni à trois reprises et avait entendu 13 témoins représentant le

gouvernement fédéral, l'Organisation internationale du travail (OIT), le monde des entreprises, le milieu universitaire et des organisations non gouvernementales. Ce rapport provisoire résume brièvement les témoignages recueillis.

Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense

Vigilance, reddition de comptes et sécurité aux frontières du Canada

(Seizième rapport [final] déposé au Sénat le 18 juin 2015 –

Document parlementaire n° 2/41-1279S)

Pour marquer le 10^e anniversaire de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), le comité a entrepris une étude sur la façon dont l'ASFC remplit son mandat consistant à identifier les personnes interdites de territoire et à leur refuser l'entrée au pays, ainsi qu'à renvoyer celles étant déclarées interdites de territoire après leur entrée au Canada.

Pour mieux comprendre et évaluer comment Citoyenneté et Immigration Canada et l'ASFC remplissent leurs responsabilités respectives en matière d'admissibilité dans le cadre de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, le comité examine dans le rapport la question de la surveillance et de la reddition de comptes dans le processus d'identification des personnes interdites de territoire au Canada et de refus d'entrée au Canada signifié à ces personnes. Il analyse aussi la démarche actuelle de l'ASFC en matière de contrôle et de renvoi des personnes interdites de territoire, et se penche sur la façon dont l'ASFC obtient, évalue et partage des données et des renseignements concernant des personnes qui arrivent au Canada et en partent. Enfin, il traite de l'utilisation accrue de l'information biométrique et de son utilité possible pour détecter les personnes interdites de territoire qui tentent d'entrer au Canada.

À la lumière de ses constatations, le comité a fait 10 recommandations.

Rapport provisoire sur les blessures de stress opérationnel des anciens combattants du Canada

(Dix-septième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 18 juin 2015 –

Document parlementaire n° 2/41-1280S)

Au cours de la 2^e session de la 41^e législature, le sous-comité a entrepris une étude sur les blessures de stress opérationnel (BSO), comme l'état de stress post-traumatique, dont sont atteints les anciens combattants du Canada. Cette étude a pour but d'évaluer les programmes et les services des secteurs public et privé actuellement offerts aux membres actifs et aux anciens combattants des Forces armées canadiennes (FAC) ainsi qu'aux membres de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) souffrant d'une BSO, et d'étudier les nouvelles technologies et les nouveaux traitements visant à aider ces personnes à se remettre de leurs problèmes de santé mentale.

Ce rapport provisoire donne un aperçu de ce que le sous-comité a appris (jusqu'à la réunion du 13 mai 2015 inclusivement) dans le cadre de l'étude en cours, et offre quelques réflexions préliminaires sur le sujet. Le rapport se divise en trois grandes sections. La première consiste en un résumé de ce que le sous-comité a entendu au sujet des BSO et de leur prévalence parmi les anciens combattants canadiens. On y décrit les BSO, les traitements cliniques et le soutien psychosocial, la résilience et la guérison ainsi que les recherches effectuées dans le domaine. La deuxième section donne un aperçu des divers programmes et services qu'offrent les FAC et le ministère de la Défense nationale (MDN), la GRC et Anciens Combattants Canada (ACC) aux membres actifs et aux anciens combattants des FAC et aux membres de la GRC souffrant de BSO. Enfin, la dernière section met en lumière des sujets de préoccupation que certains témoins ont identifiés jusqu'à maintenant dans le cadre de l'étude.

Combattre la menace terroriste au Canada : Rapport provisoire

(Dix-huitième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 19 juin 2015)

Le 19 juin 2014, le Sénat a autorisé le Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense « à étudier, afin d'en faire rapport, les menaces à la sécurité nationale ». Dans son rapport provisoire, le comité examine le recrutement de terroristes, les activités terroristes, le financement d'activités terroristes, les poursuites contre les terroristes et d'autres aspects des menaces pour la sécurité auxquels font face les Canadiens. Il produira ultérieurement un rapport sur le cyberespionnage et les menaces touchant les infrastructures essentielles du Canada.

Le comité sénatorial permanent a entendu de nombreux témoins, dont d'éminents spécialistes du terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent, ainsi que plusieurs personnes qui ont une expérience personnelle de la radicalisation au Canada. Dans le cadre de son étude, le comité a entrepris une mission d'information à Toronto, afin de rencontrer des représentants d'organismes de sécurité et du renseignement, des membres du Service de police de Toronto ainsi que des représentants de communautés ethniques et culturelles de Toronto qui sont préoccupées par le terrorisme et la radicalisation.

Bien que tous les membres du comité s'entendent sur l'importance de protéger la population canadienne contre les menaces terroristes, des divergences sont apparues quant à la façon de s'y prendre. Malgré les efforts déployés par les membres pour arriver à un consensus, le rapport présente les conclusions de la majorité des membres, mais les sénateurs Mitchell, Day et Kenny ont exprimé une opinion dissidente.

Comité permanent des langues officielles

Viser plus haut : Augmenter le bilinguisme de nos jeunes Canadiens

(Sixième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 16 juin 2015 –
Document parlementaire n° 2/41-1270S)

Au printemps 2013, les membres du Comité sénatorial permanent des langues officielles ont adopté un mandat pour l'étude des meilleures pratiques en matière de politique linguistique et d'apprentissage d'une langue seconde. Ce premier rapport d'une étude divisée en deux phases est l'aboutissement de plus de deux ans de travail au cours desquels le comité s'est intéressé à d'autres dossiers importants, comme l'examen des obligations linguistiques de CBC/Radio-Canada et les changements récents au système d'immigration. Ce rapport clôt la portion canadienne de cette étude et rend compte des pratiques mises en place au Canada.

Pour réaliser la portion canadienne de l'étude, le comité a tenu pas moins de 19 réunions à Ottawa durant lesquelles il a rencontré 51 témoins. Dans le rapport, le comité identifie les principaux problèmes soulevés par les témoins et met l'accent sur une série de bonnes pratiques en cours un peu partout au pays. Le comité croit qu'il est important de s'inspirer des pratiques exemplaires et de renforcer les politiques linguistiques et d'apprentissage d'une langue seconde.

Comité mixte spécial sur l'aide médicale à mourir

L'aide médicale à mourir : Une approche centrée sur le patient

(Premier rapport [final] déposé au Sénat le 25 février 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-187S)

En février 2015, la Cour suprême du Canada a conclu, dans la décision *Carter c. Canada (Procureur général)*, que dans certaines circonstances, les dispositions du *Code criminel* interdisant l'aide médicale à mourir enfreignent des droits protégés par la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Le 11 décembre 2015, le Sénat et la Chambre des communes ont adopté des motions portant création d'un comité mixte spécial ayant le mandat suivant :

Examiner le rapport du *Comité externe sur les options de réponse législative à Carter c. Canada*, ainsi que d'autres activités de consultation et études récentes pertinentes, consulter les Canadiens, les experts et les intervenants, et formuler des recommandations sur le cadre d'une réponse fédérale à l'aide médicale à mourir respectueuse de la Constitution, de la *Charte canadienne des droits et libertés*, et des priorités des Canadiens.

Guidé par la décision de la Cour, le Comité a travaillé avec diligence pour répondre à ce qu'on lui demandait, dans les délais impartis, déposant son rapport final le 25 février 2016, soit avant la date limite. Dans le peu de temps qui lui était accordé en vertu de son mandat, le comité a entendu plus de 60 témoins durant plus de 20 heures d'audiences publiques et a reçu plus de 100 mémoires. Les délibérations du comité ont aussi été alimentées par les travaux de recherche et les consultations sur cette question complexe qui avaient déjà été effectués au Canada.

Dans son rapport, le Comité fait 21 recommandations, notamment :

- « Que l'aide médicale à mourir soit accessible aux personnes atteintes de maladies terminales et non terminales graves et irrémédiables leur causant des souffrances persistantes qui leur sont intolérables au regard de leur condition »;
- « Que l'on évalue, à la lumière des pratiques médicales existantes, la capacité d'une personne demandant une aide médicale à mourir à donner un consentement éclairé, en accordant une attention toute particulière aux circonstances qui pourraient rendre la personne vulnérable en fin de vie »;
- « Que l'on autorise le recours aux demandes anticipées d'aide médicale à mourir à tout moment, après qu'une personne aura reçu un diagnostic de problème de santé qui lui fera vraisemblablement perdre ses capacités ou un diagnostic de problème de santé grave ou irrémédiable, mais avant que les souffrances ne deviennent intolérables »;
- « Que les médecins, les infirmières et infirmiers praticiens, les infirmières et infirmiers agréés travaillant sous la direction d'un médecin qui seront appelés à fournir une aide médicale à mourir ne soient plus assujettis aux dispositions 14 et 241b) du *Code criminel*.
- Les pharmaciens et autres professionnels de la santé offrant des services liés à l'aide médicale à mourir devraient également être soustraits à l'application de ces dispositions. »

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

L'obésité au Canada : Une approche pansociétale pour un Canada en meilleure santé

(Deuxième rapport [final] déposé au Sénat le 1^{er} mars 2016 –
Document parlementaire n° 1/42-195S)

Une étude approfondie entreprise par le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie permet d'esquisser ce que pourrait être un avenir où les gens seraient plus sveltes et en meilleure santé. Au cours de plus d'une vingtaine d'audiences, le comité a entendu les témoignages d'un vaste éventail d'experts canadiens et étrangers de tous horizons, et notamment de représentants de professionnels de la santé et de l'exercice physique, des secteurs de la recherche en nutrition et en santé, de l'industrie des aliments et des boissons, de même que de groupes autochtones, d'organismes de bienfaisance dans le domaine de la santé et du gouvernement fédéral.

Les faits établis par le comité démontrent l'ampleur de l'épidémie :

- de 48 000 à 66 000 Canadiens meurent chaque année de maladies liées à un excès de poids;
- au Canada, près des deux tiers des adultes et d'un tiers des enfants souffrent d'obésité ou d'embonpoint;
- l'obésité coûte au Canada de 4,6 à 7,1 milliards de dollars par année en soins de santé et en perte de productivité.

Ce rapport définit une approche novatrice et pansociétale pour s'attaquer à ce problème grave, et met de l'avant des mesures audacieuses, mais pragmatiques, qui peuvent et doivent être prises pour aider les Canadiens à retrouver et à conserver un poids sain.

Comité permanent des transports et des communications

Le moment est venu de changer : CBC/Radio-Canada au vingt et unième siècle

(Quatorzième rapport [final] déposé au Sénat le 20 juillet 2015)

En décembre 2013, le Comité permanent des transports et des communications a reçu le mandat d'examiner les défis que doit relever CBC/Radio-Canada compte tenu de l'évolution du milieu de la radiodiffusion et des communications.

Au cours de plus de 40 réunions, de visites de sites et de missions d'information, le comité a eu l'occasion de rencontrer de nombreux témoins et acteurs qui lui ont fait part de leurs différents points de vue sur cette question complexe. Ce rapport fait état de ce que le comité a appris et fournit des recommandations, destinées tant au diffuseur public qu'au gouvernement, pour s'attaquer à certains des problèmes soulevés.

Partie II – Profils des comités 2015-2016

Comité permanent des peuples autochtones

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2015-2016, le comité a poursuivi ses travaux conformément à un ordre de renvoi portant précisément sur le logement et l'infrastructure dans les réserves, et il a consacré la majeure partie de son temps à l'étude de ces questions. En juin 2015, le comité a déposé son rapport final intitulé *Le logement et l'infrastructure dans les réserves : Recommandations de changements*. Au début de la 42^e législature, le comité a entrepris une étude sur les pratiques exemplaires et les problèmes constants du logement dans les collectivités des Premières Nations et les collectivités inuites du Nunavut, du Nunavik, de Nunatsiavut et des Territoires du Nord-Ouest. L'étude se poursuit.

- ✧ Durant l'exercice 2015-2016, le comité a aussi étudié les deux projets de loi suivants : le projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures, et le projet de loi C-63, Loi portant mise en vigueur de l'accord définitif sur l'autonomie gouvernementale de Déline et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Neuvième	Étude sur les problèmes liés au logement et à l'infrastructure dans les réserves	2015-04-23	-	Budget
Dixième	Éléments figurant dans la section 16 de la partie 3 du projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures	2015-05-08	7	Projet de loi

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Onzième	Projet de loi C-63	2015-06-11	11	Projet de loi ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement
Douzième	Étude sur les problèmes liés au logement et à l'infrastructure dans les réserves	2015-06-23	12	Rapport final intitulé <i>Le logement et l'infrastructure dans les réserves : Recommandations de changements</i>

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	2016-01-28	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Deuxième	Étude sur les pratiques exemplaires et les problèmes constants du logement dans les collectivités des Premières Nations et les collectivités inuites du Nunavut, du Nunavik, de Nunatsiavut et des Territoires du Nord-Ouest	2016-03-24	14	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	19	29,9	-	56	6
2014-2015	44	79,4	59,5	135	6
2013-2014	30	49,3	-	72	4
2012-2013	45	73,9	38,5	130	7
2011-2012	31	51,5	-	111	4

*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	7 838 \$
Dépenses des témoins	<u>6 054 \$</u>
TOTAL	13 892 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Président

L'honorable sénateur Dennis Glen Patterson (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Lillian Eva Dyck (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Beyak, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Dyck, Lovelace Nicholas, Meredith, Munson, Ngo, Patterson, Raine, Sibbeston, Tannas, Unger et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, Baker, C.P., Boisvenu, Cordy, Enverga, McIntyre, Moore, Oh, Runciman, Wallace et Watt

Greffières du comité

Jessica Richardson (depuis le 7 avril 2015)

Marcy Zlotnick (jusqu'au 7 avril 2015)

Analystes et soutien administratif

Martha Butler, Brittany Collier, Julie Cool et Wren Nasr (Bibliothèque du Parlement)

Lyne Héroux (adjoindte administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Présidente

L'honorable sénatrice Lillian Eva Dyck (libérale)

Vice-président

L'honorable sénateur Dennis Glen Patterson (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Beyak, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Dyck, Enverga, Lovelace Nicholas, Moore, Patterson, Plett, Raine, Sibbeston, Tannas et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Maltais, Marshall, Smith (Coburg) et Watt

Greffier du comité

Mark Palmer

Analystes et soutien administratif

Brittany Collier et Alexandre Lavoie (Bibliothèque du Parlement)

Lori Meldrum (adjoite administrative)

Comité permanent de l'agriculture et des forêts

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le Comité permanent de l'agriculture et des forêts a reçu deux ordres de renvoi.

La Proposition de Santé Canada relative aux frais d'utilisation concernant le recouvrement des coûts liés aux pesticides, conformément à la *Loi sur les frais d'utilisation*, a été renvoyée au comité et approuvée.

Le comité a poursuivi son étude sur l'accès aux marchés internationaux pour le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et a tenu des audiences publiques à Ottawa. Dans le cadre de cette étude, le comité s'est rendu à Moncton, au Nouveau-Brunswick, du 13 au 16 mars 2016, pour tenir des audiences publiques et effectuer une mission d'information.

Le comité a déposé son rapport sur l'importance des abeilles et leur santé dans la production de miel, d'aliments et de graines au Canada, et a demandé une réponse du gouvernement.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Huitième	Copie de la Proposition de Santé Canada relative aux frais d'utilisation concernant le recouvrement des coûts liés aux pesticides, datée du 19 mars 2015, conformément à la <i>Loi sur les frais d'utilisation</i> , L.C. 2004, ch. 6, par. 4(2)	15-04-23	2	Proposition de Santé Canada, datée du 19 mars 2015, qui touche les frais d'utilisation concernant le recouvrement des coûts liés aux pesticides
Neuvième	Étude sur l'importance des abeilles et de leur santé dans la production de miel, d'aliments et de graines au Canada	15-05-27	86	<i>L'importance de la santé des abeilles pour une production alimentaire durable au Canada</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	16-01-27	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Deuxième	Étude sur les priorités du secteur agricole et agroalimentaire canadien en matière d'accès aux marchés internationaux	16-02-18	-	Budget
Troisième	Étude sur les priorités du secteur agricole et agroalimentaire canadien en matière d'accès aux marchés internationaux	16-03-24	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	25	44,3	3,5	99	5
2014-2015	45	73,6	20,7	175	5
2013-2014	27	41,2	26	77	3
2012-2013	34	62,5	40,5	130	5
2011-2012	29	54,7	23	102	5

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	30 693 \$
Dépenses des témoins	<u>42 664 \$</u>
TOTAL	73 357 \$

*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Président

L'honorable sénateur Percy Mockler (conservateur)

Vice-présidents

L'honorable sénatrice Claudette Tardif (libérale) (depuis le 26 février 2015)

L'honorable sénateur Terry M. Mercer (libéral) (jusqu'au 25 février 2015)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Buth, Callbeck, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Dagenais, Eaton, Maltais, Mercer, Merchant, Mockler, Ogilvie, Oh, Rivard et Tardif

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Bellemare, Beyak, Chaput, Enverga, Fortin-Duplessis, Hervieux-Payette, C.P., Hubley, Johnson, Lang, McIntyre, Moore, Munson, Patterson, Plett, Poirier, Robichaud, C.P., Seth, Smith (*Saurel*), Tannas, Tkachuk et Unger

Greffier du comité

Kevin Pittman

Analystes et soutien administratif

Jed Chong et Aïcha Coulibaly (Bibliothèque du Parlement)

Mélanie Moore (adjointe administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président

L'honorable sénateur Ghislain Maltais (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Terry M. Mercer (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Beyak, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Dagenais, Maltais, Mercer, Merchant, Ogilvie, Oh, Plett, Tardif et Unger

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Day, Enverga, Fortin-Duplessis, Hubley, Mockler, Moore, Patterson, Poirier, Raine, Smith et Tkachuk

Greffier du comité

Kevin Pittman

Analystes et soutien administratif

Aïcha Coulibaly, Danièle Lafrance (depuis janvier 2016) et Khamla Heminthavong et Jed Chong (jusqu'à janvier 2016) (Bibliothèque du Parlement)

Mélanie Moore (adjoïnte administrative)

Comité permanent des banques et du commerce

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le comité a étudié un projet de loi ainsi que la teneur d'un projet de loi budgétaire. Il a aussi entrepris deux études spéciales et procédé à un examen des questions générales relatives au système financier national.

Le comité a tenu plusieurs réunions et entendu 27 témoins au total dans le cadre de son examen du projet de loi S-202, Loi modifiant la Loi sur les réseaux de cartes de paiement (frais d'acceptation d'une carte de crédit). Dans son rapport d'avril 2015, le comité a recommandé que l'on mette fin à l'étude de ce projet de loi.

En mai 2015, le comité a étudié la teneur des éléments des sections 14 et 19 de la partie 3 du projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures. Le comité a tenu trois réunions et conclu, dans son rapport de juin, qu'à la lumière des déclarations des témoins, il acceptait certaines observations et ne voyait aucun inconvénient à ce que les amendements proposés aux sections 14 et 19 de la partie 3 du projet de loi C-59 soient adoptés.

En juin 2015, au terme de 14 mois d'étude et d'analyse, le comité a publié son rapport sur l'utilisation de la monnaie numérique. Le comité a tenu 19 réunions sur le sujet et a entendu 55 témoins à Ottawa et lors d'une mission d'information à New York. Le rapport du comité intitulé *Les crypto-monnaies : Pile ou face?* contient huit recommandations, dont une demandant au gouvernement d'exiger que les échanges en monnaies numériques respectent les mêmes conditions que celles s'appliquant aux autres entreprises de services monétaires en ce qui concerne les régimes canadiens de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes.

Dans le cadre de son étude générale sur la situation actuelle du régime financier canadien et international, le comité a entrepris une brève étude sur le taux de change afin d'entendre le point de vue d'experts au sujet des raisons des fluctuations du dollar et des implications pour les Canadiens. Le rapport du comité, intitulé *Les fluctuations du dollar canadien : Les conséquences pour les Canadiens*, a été publié en mars 2016. Pour son étude générale, le comité a entendu le gouverneur de la Banque du Canada et le directeur parlementaire du budget, lors de deux réunions distinctes, au printemps 2016.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de Témoins	Contenu
Neuvième	Projet de loi S-202, Loi modifiant la Loi sur les réseaux de cartes de paiement (frais d'acceptation d'une carte de crédit)	15-04-21	27	Projet de loi S-202, rapport recommandant que l'on mette fin à l'étude de ce projet de loi
Dixième	Étude sur l'utilisation de la monnaie numérique	15-05-14	-	Budget
Onzième	Teneur des éléments des sections 14 et 19 de la partie 3 du projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures	15-06-04	8	Projet de loi C-59
Douzième	Étude sur l'utilisation de la monnaie numérique	15-06-18	55	Rapport final de l'étude spéciale intitulé <i>Les crypto-monnaies : Pile ou face?</i>

2 ^e session, 41 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	16-02-02	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Deuxième	Étude de questions liées aux barrières au commerce intérieur	16-03-10	-	Budget
Troisième	Étude sur la situation actuelle du régime financier canadien et international	16-03-24	4	Rapport provisoire intitulé <i>Les fluctuations du dollar canadien : Les conséquences pour les</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

				Canadiens
--	--	--	--	-----------

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016²

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	24	27,9	-	45	7
2014-2015	40	58,2	19,5	169	5
2013-2014	31	42	-	113	6
2012-2013	44	65,4	15,8	159	8
2011-2012	32	50,8	-	117	2

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	18 397 \$
Dépenses des témoins	7 572 \$
TOTAL	25 969 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Irving R. Gerstein (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Céline Hervieux-Payette, C.P. (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Black, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Gerstein, Greene, Hervieux-Payette, C.P., Maltais, Massicotte, Moore, Oliver, Nancy Ruth, Ringuette, Rivard et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Bellemare, Beyak, Campbell, Day, Doyle, Eaton, Lang, MacDonald, Manning, Martin, Meredith, Mockler, Ngo, Patterson, Poirier, Raine, Tannas, Unger et Wells

* Au sujet des profils des différents comités :

➤ Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

Greffière du comité

Keli Hogan

Analystes et soutien administratif

Michaël Lambert-Racine, Brett Stuckey et Adriane Yong (Bibliothèque du Parlement)
Brigitte Martineau (adjointe administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président

L'honorable sénateur David Tkachuk (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Céline Hervieux-Payette, C.P. (à la retraite) (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Black, Bellemare, Campbell, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Day, Enverga, Greene, Massicotte, Ringuette, Smith, Tannas et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Beyak, Day, Gerstein (à la retraite), Maltais, Marshall et Wallin

Greffière du comité

Lynn Gordon

Analystes et soutien administratif

Dylan Gowans et Brett Stuckey (Bibliothèque du Parlement)
Julie Flannery (adjointe administrative)

Comité permanent sur l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent sur l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs a été instauré en vertu du *Règlement du Sénat* afin de s'occuper de toute question relative au *Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs*, et afin de donner des directives générales au conseiller sénatorial en éthique. Le *Code* décrit en détail les responsabilités du comité. Le Sénat a adopté le *Code* en 2005, puis l'a modifié à quatre reprises, soit en mai 2008, en mai 2012 et en avril et juin 2014. Toutes les modifications apportées au *Code* provenaient de recommandations faites par le comité.

La composition du comité est déterminée par un processus différent des autres comités. Conformément aux dispositions du *Code*, deux membres sont élus par scrutin secret par les sénateurs du caucus du gouvernement, et deux autres par scrutin secret par les sénateurs du caucus de l'opposition. Le cinquième membre est nommé par ces quatre membres élus. Quant au président du comité, il est élu par au moins quatre membres du comité. Les membres du comité forment une autorité intersessionnelle lors des périodes de prorogation ou de dissolution du Parlement et jusqu'à la constitution d'un nouveau comité dans la nouvelle session parlementaire.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Septième	Étude des questions ayant trait au Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs	15-05-05	-	Budget

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	-	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	6	4,3	2	1
2014-2015	14	15,7	9	3
2013-2014	14	16,9	6	4
2012-2013	3	1,8	4	1
2011-2012	9	9,5	2	3

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

2^e session, 41^e législature

(À partir du 24 octobre 2013)

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

Présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Membres du comité (composition adoptée par motion du Sénat)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Cordy, Frum, Joyal, C.P., et Tannas

Greffière du comité

Catherine Piccinin

Analyste et soutien administratif

Dara Lithwick (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjointe administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Greffiers du comité

Blair Armitage (depuis mars 2016)

Catherine Piccinin (jusqu'à mars 2016)

Analyste et soutien administratif

Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjointe administrative)

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le comité a examiné quatre projets de loi et entrepris deux études spéciales.

Le comité a tenu plusieurs réunions et entendu 16 témoins au total, notamment le ministre des Ressources naturelles, dans le cadre de son examen du projet de loi C-46, Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie et la Loi sur les opérations pétrolières au Canada. En juin 2015, le comité a fait rapport du projet de loi sans amendement.

En juin 2015, après 17 mois d'étude et d'analyse, le comité a publié son rapport sur le développement des énergies renouvelables et non renouvelables dans les trois territoires du Nord canadien, y compris le stockage, la distribution, la transmission et la consommation d'énergie, de même que les technologies émergentes. Dans le cadre de son étude, le comité a tenu 18 audiences au cours desquelles il a entendu 46 témoins représentant les gouvernements fédéral et territoriaux ainsi que des administrations municipales, l'Alaskan Energy Authority, l'industrie, des associations du secteur de l'énergie, des gouvernements autochtones, des services d'électricité territoriaux, ainsi que des spécialistes du secteur énergétique, des chefs d'entreprises et des représentants de groupes environnementaux. Le comité a aussi effectué un voyage d'une semaine dans les territoires, visitant chacune des capitales et certains villages comme Kimmirut et Rankin Inlet, au Nunavut, et Whatì, dans les T.N.-O., pour écouter ce que les représentants des communautés avaient à lui dire.

Le rapport du comité intitulé *Énergiser les territoires du Canada* présente cinq recommandations au gouvernement fédéral dans le but d'améliorer la situation énergétique des territoires. Ces recommandations visent à améliorer l'efficacité et la conservation énergétiques, à faire valoir les solutions collectives et à coordonner les ressources fédérales en un centre névralgique.

Par ailleurs, le comité a examiné le projet de loi C-61, Loi sur l'aire marine nationale de conservation du lac Supérieur, le projet de loi C-64, Loi modifiant la Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers et le projet de loi C-72, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux du Canada, et en a fait rapport sans amendement.

En avril 2016, le comité a entrepris une nouvelle étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Le comité poursuit ses audiences publiques et ses réunions d'information sur cette question cruciale en vue de faire des recommandations d'ici le 30 septembre 2017 au plus tard pour aider le gouvernement fédéral à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de carbone.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Douzième	Étude sur le développement des énergies renouvelables et non renouvelables	15-04-23	-	Budget – Ressources énergétiques dans le Nord
Treizième	Projet de loi C-46, Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie et la Loi sur les opérations pétrolières au Canada	15-06-04	16	Projet de loi ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement
Quatorzième	Étude sur le développement des énergies renouvelables et non renouvelables	15-06-17	46	Rapport de l'étude spéciale intitulé <i>Énergiser les territoires du Canada</i>
Quinzième	Projet de loi C-61, Loi modifiant la Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada	15-06-22	4	Projet de loi C-61
Seizième	Projet de loi C-64, Loi modifiant la Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers	15-06-22	4	Projet de loi C-64
Dix-septième	Projet de loi C-72, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux du Canada	15-06-22	4	Projet de loi C-72

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	16-01-27	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Deuxième	Étude sur les effets de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	-	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	16	20,3	-	52	7
2014-2015	38	53,5	40,7	128	8
2013-2014	34	47,2	64,5	106	8
2012-2013	30	48,3	24,5	96	4
2011-2012	36	79,2	26,5	115	3

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	9 056 \$
Dépenses des témoins	<u>7 070 \$</u>
TOTAL	16 126 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Président

L'honorable sénateur Richard Neufeld (conservateur)

Vice-président

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

L'honorable sénateur Paul J. Massicotte (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Black, Boisvenu, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Frum, MacDonald, Massicotte, Mitchell, Neufeld, Patterson, Ringuette, Seidman, Sibbeston et Wallace

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Bellemare, Beyak, Day, Eaton, Eggleton, C.P., Enverga, Greene, Lang, McIntyre, Nolin, Plett Rivard, Tannas, Tkachuk, Verner, C.P., et White

Greffière du comité

Lynn Gordon

Analystes et soutien administratif

Sam Banks et Marc LeBlanc (Bibliothèque du Parlement)

Monique Régimbald (adjoindte administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président

L'honorable sénateur Richard Neufeld (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Grant Mitchell (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Bellemare, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Frum, Johnson, MacDonald, Massicotte, McCoy, Mitchell, Mockler, Neufeld, Patterson, Ringuette et Seidman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Marshall, Rivard et Eaton

Greffière du comité

Lynn Gordon

Analystes et soutien administratif

Sam Banks et Marc LeBlanc (Bibliothèque du Parlement)

Monique Régimbald (adjoindte administrative) (jusqu'en décembre 2015)

Brigitte Martineau (adjoindte administrative) (depuis janvier 2016)

Comité permanent des pêches et des océans

A. Renseignements généraux

Le 9 décembre 2013, le Comité permanent des pêches et des océans a été autorisé à étudier la réglementation sur l'aquaculture ainsi que les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada. Les audiences concernant cette étude ont commencé en janvier 2014 et se sont poursuivies jusqu'en juin 2015. Au cours de l'étude, le comité a organisé des missions d'information en Colombie-Britannique, sur la côte Est du Canada ainsi qu'en Écosse et en Norvège. Il a aussi tenu des audiences publiques à Nanaimo, en Colombie-Britannique, à Gander, à Terre-Neuve-et-Labrador, à Halifax, en Nouvelle-Écosse, et à Moncton, au Nouveau-Brunswick. Le rapport final sur l'aquaculture du comité compte trois volumes et a été déposé auprès du greffier du Sénat le 30 juillet 2015.

Le 3 juin 2015, le comité s'est penché sur le projet de loi S-224, Loi instituant la Journée nationale des produits du phoque et de la mer, et il en a fait rapport au Sénat avec cinq amendements; ces amendements ont eu pour effet de remplacer le titre par « Journée nationale des produits du phoque ». Le 10 juin 2015, le comité a examiné le projet de loi C-555, Loi concernant le Règlement sur les mammifères marins, et il en a fait rapport au Sénat sans amendement. Le 10 mars 2016, comme le projet de loi S-224 n'avait pas été adopté avant la dissolution de la dernière session parlementaire, il a été présenté à nouveau au cours de la session sous la forme du projet de loi S-208, Loi instituant la Journée nationale des produits du phoque. Le comité a examiné ce projet de loi et en a fait rapport avec un amendement consistant à remplacer le terme « Indigenous » par le terme « Aboriginal » à quatre reprises dans la version anglaise.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Neuvième	Étude sur la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada	15-05-05	-	Budget 2015-2016
Dixième	Projet de loi S-224, Loi instituant la Journée nationale des produits du phoque et de la mer	15-06-03	1	Projet de loi S-224 ayant fait l'objet d'un rapport avec cinq amendements
Onzième	Projet de loi C-555, Loi concernant le Règlement sur	15-06-10	-	Projet de loi ayant fait l'objet d'un rapport sans

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	les mammifères marins (permis d'observation pour la pêche du phoque)			amendement
Douzième	Étude sur la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada	15-07-30	134	Rapport final intitulé <i>Un océan de possibilités : L'aquaculture au Canada</i>

2 ^e session, 41 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	16-02-03	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Deuxième	Projet de loi S-208, Loi instituant la Journée nationale des produits du phoque	16-03-10	1	Projet de loi S-208 avec amendements

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	10	8,8	-	2	6
2014-2015	27	49,3	69,0	113	5
2013-2014	15	20,5	15,5	39	5
2012-2013	22	40,8	-	57	3
2011-2012	17	28,4	-	53	5

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	16 743 \$
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>

*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

TOTAL **16 743 \$**

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Président

L'honorable sénateur Fabian Manning (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Elizabeth Hubley (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Beyak, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Hubley, Lovelace Nicholas, Manning, McInnis, Plett, Poirier, Raine, Robichaud, C.P., Stewart Olsen et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Batters, Enverga, Lang, McIntyre, Mercer, Meredith, Mockler, Munson, Nancy Ruth, Tannas, Tkachuk et Wells

Greffier du comité

Maxwell Hollins

Analyste et soutien administratif

Odette Madore (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjointe administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président

L'honorable sénateur Fabian Manning (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Elizabeth Hubley (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Enverga, Hubley, Lovelace Nicholas, Manning, Martin, McInnis, Munson, Poirier, Raine, Stewart Olsen, Watt et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Cordy, Fortin-Duplessis, Hervieux-Payette, C.P., Meredith, Oh, Tkachuk et Wells

Greffier du comité

Maxwell Hollins

Analyste et soutien administratif

Odette Madore (Bibliothèque du Parlement)
Annie Trudel (adjoindte administrative)

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

A. Renseignements généraux

Durant la première partie de l'exercice (fin de la 2^e session de la 41^e législature), le comité a terminé ses audiences sur la promotion du commerce. Il a également organisé des réunions au cours desquelles on lui a fourni des mises à jour et des informations sur la situation dans divers pays et régions afin qu'il surveille l'évolution de certaines questions, qu'il comprenne les grands enjeux et évalue leurs conséquences éventuelles sur la dynamique régionale et mondiale, ainsi que sur les politiques, les intérêts et les programmes du Canada.

Au cours de la deuxième partie de l'exercice (début de la 1^{re} session de la 42^e législature), le comité a tenu des audiences sur la question des accords commerciaux et, dans le cadre de son étude, sur les récents développements politiques et économiques en Argentine. Le comité a aussi tenu des réunions qui lui ont permis d'être au fait de la situation en Russie, au Venezuela et en Crimée.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Dixième	Étudier le potentiel d'accroissement du commerce et de l'investissement entre le Canada, les États-Unis et le Mexique	15-06-11	22	Rapport final intitulé <i>Voisins nord-américains : Maximiser les occasions et renforcer la coopération pour accroître la prospérité</i>
Onzième	Étudier les questions qui pourraient survenir occasionnellement dans le domaine des relations étrangères et du commerce international en général (sujet : Promotion du commerce)	15-06-17	48	Rapport provisoire intitulé <i>Accroître la présence des entreprises canadiennes sur les marchés internationaux : Le rôle des services fédéraux de promotion du commerce</i>
Douzième	Étude sur les conditions de sécurité et les faits nouveaux en matière d'économie dans la région de l'Asie-Pacifique, leurs incidences sur la	15-06-29	73	Rapport final intitulé <i>Assurer la place du Canada en Asie-Pacifique : Une attention particulière à</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	politique et les intérêts du Canada dans la région, et d'autres questions connexes			<i>l'Asie du Sud-Est</i>
--	--	--	--	--------------------------

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	16-02-04	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Deuxième	Étude sur les relations étrangères et le commerce international en général	16-03-24	64	Rapport provisoire intitulé <i>Agir contre ceux qui violent les droits de la personne en Russie</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	21	25,3	-	49	5
2014-2015	40	50,9	30,0	125	6
2013-2014	29	38,2	-	77	5
2012-2013	32	45,2	36,2	93	9
2011-2012	23	30,9	66	57	2

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	4 644 \$
TOTAL	4 644 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

2^e session, 41^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Percy E. Downe (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Dawson, Demers, Downe, Fortin-Duplessis, Housakos, Johnson, Oh, Robichaud, C.P., Smith, C.P. (*Cobourg*) et Verner, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Beyak, Doyle, Eaton, Enverga, Greene, Macdonald, Meredith, Mockler, Neufeld, Patterson, Rivard, Tkachuk et Wells

Greffier du comité

Mark Palmer

Analystes et soutien administratif

James Lee et Pascal Tremblay (Bibliothèque du Parlement)
Lori Meldrum (adjoindé administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Percy E. Downe (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, *Carignan, C.P. (ou Martin), Cordy, *Cowan (ou Fraser), Dawson, Downe, Housakos, Johnson, Ngo, Oh, Poirier, Rivard et Smith, C.P. (*Cobourg*)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Beyak, Eaton, Lang, Maltais, Marshall, Martin, Neufeld, Raine, Tannas, Wells et Unger

Greffière du comité

Danielle Labonté

Analystes et soutien administratif

Natalie Mychajlyszyn et Pascal Tremblay (Bibliothèque du Parlement)
Monique Régimbald (adjoindé administrative)

Comité permanent des droits de la personne

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent des droits de la personne a poursuivi et terminé plusieurs études durant la 2^e session de la 41^e législature. Plus particulièrement, le comité a fait rapport au sujet de la Convention de La Haye sur l'enlèvement international d'enfants, ainsi qu'à propos de la façon dont les mandats et les méthodes du HCR et de l'UNICEF ont évolué pour répondre aux besoins des enfants déplacés dans les situations de conflits contemporains, en prêtant une attention particulière à la crise qui secoue actuellement la Syrie. Au début de la 42^e législature, le comité s'est lancé dans l'étude du projet de loi S-201 et s'est ensuite penché sur des questions figurant dans son ordre de renvoi général.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Douzième	Étude sur les mécanismes internationaux visant à améliorer la coopération dans le règlement des litiges familiaux transfrontaliers, y compris sur les mesures qu'applique le Canada pour favoriser l'adhésion universelle à la Convention de La Haye	15-06-11	-	Budget – Étude sur la Convention de La Haye
Treizième	Étude sur les mécanismes internationaux visant à améliorer la coopération dans le règlement des litiges familiaux transfrontaliers, y compris sur les mesures qu'applique le Canada pour favoriser l'adhésion universelle à la Convention de La Haye	15-07-24	42	Rapport final intitulé <i>Alerte : Défis et mécanismes internationaux pour faire face à l'enlèvement international d'enfants</i>
Quatorzième	Étudier, pour en faire	15-07-24	24	Rapport final intitulé <i>La</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	rapport, la façon dont les mandats et les méthodes du HCR et de l'UNICEF ont évolué pour répondre aux besoins des enfants déplacés dans les situations de conflits contemporains, en prêtant une attention particulière à la crise qui secoue actuellement la Syrie			<i>protection d'une génération : Les mandats de l'UNICEF et du HCR permettent-ils de répondre aux besoins des enfants syriens?</i>
Quinzième	Étudier diverses questions ayant trait aux droits de la personne et examiner, entre autres choses, les mécanismes du gouvernement pour que le Canada respecte ses obligations nationales et internationales en matière de droits de la personne	15-07-24	47	Rapport provisoire intitulé <i>Mode jetable : Conditions de travail dans l'industrie du prêt-à-porter</i>

1^{re} session, 42^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	16-02-02	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Deuxième	Projet de loi S-201, Loi visant à interdire et à prévenir la discrimination génétique	16-03-10	14	Projet de loi S-201, Loi visant à interdire et à prévenir la discrimination génétique, avec amendements et observations

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	15	26,6	-	49	6
2014-2015	21	43,3	-	120	7
2013-2014	15	28,8	-	81	8
2012-2013	20	48,9	7,5	164	6
2011-2012	12	30,5	-	56	4

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>5 616 \$</u>
TOTAL	5 616 \$

E. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Mobina S. B. Jaffer (libérale)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Salma Ataullahjan (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, Baker, C.P., *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Eggleton, C.P., Hubley, Jaffer, Marshall, Meredith, Ngo et Seidman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Black, Boisvenu, Cowan, Eaton, Fortin-Duplessis, Frum, Martin, Munson, Nancy Ruth, Raine, Smith (*Saurel*), Tannas et Unger

Greffiers du comité

Adam Thompson (jusqu'à mai 2015)

*Au sujet des profils des différents comités :

➤ Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

Mark Palmer (depuis mai 2015)
Analystes et soutien administratif
Julia Nicol et Shauna Troniak (Bibliothèque du Parlement)
Lori Meldrum (adjointe administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Salma Ataullahjan (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Gagné, Hubley, Munson, Nancy Ruth, Ngo et Omnidvar

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Black, Boisvenu, Cowan, Eaton, Fortin-Duplessis, Frum, Martin, Munson, Nancy Ruth, Raine, Smith (*Saurel*), Tannas et Unger

Greffier du comité

Mark Palmer

Analystes et soutien administratif

Julia Nicol et Jean-Philippe Duguay (Bibliothèque du Parlement)
Lori Meldrum (adjointe administrative)

Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration

A. Renseignements généraux

Le comité a pour mandat d'examiner toutes les questions financières ou administratives se rapportant à la gestion interne du Sénat. Il étudie et approuve les demandes budgétaires des comités, il établit des directives et des politiques sur des questions telles que les frais de déplacement et les dépenses de recherche des sénateurs, et statue sur la régularité de l'utilisation des ressources du Sénat. Il convient de souligner que le comité est autorisé à exécuter son mandat de sa propre initiative, c'est-à-dire sans devoir attendre un ordre de renvoi du Sénat (article 12-7(1) du Règlement).

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatorzième	Questions administratives	15-04-23	-	Budgets des comités 2015-2016
Quinzième	Teneur des éléments de la section 10 de la partie 3 du projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures	15-06-04	2	Teneur des éléments de la section 10 de la partie 3 du projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Conformément à l'article 12-7(1) du Règlement, étude des	16-01-26	-	État financier du Sénat du Canada pour 2014-2015

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	questions financières et administratives			
Deuxième	Conformément à l'article 12-7(1) du Règlement, étude des questions financières et administratives	16-02-18	-	Budgets des comités – Mesures législatives
Troisième	Conformément à l'article 12-7(1) du Règlement, étude des questions financières et administratives	16-02-25	-	Budget du Sénat pour l'exercice 2016-2017

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	18	22,4	2	5
2014-2015	25	32,9	19	10
2013-2014	21	34,7	30	11
2012-2013	23	24,7	17	10
2011-2012	18	20,9	3	9

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Présidents

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

L'honorable sénateur Leo Housakos (conservateur) (depuis avril 2015)
L'honorable sénateur Pierre Claude Nolin (conservateur) (jusqu'à avril 2015)

Vice-président

L'honorable sénateur George Furey (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Campbell, *Carignan, C.P. (ou Martin), Cordy, Comeau, C.P., *Cowan (ou Fraser), Downe, Doyle, Furey, Johnson, Kinsella, Lang, LeBreton, C.P., Manning, Marshall, Munson, Smith (*Saurel*) et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Batters, Fraser, Frum, Greene, Housakos, Hubley, McInnis, Neufeld, Nolin, Plett, Poirier, Raine, Rivard, Tannas, Wells et White

Greffiers du comité

Nicole Proulx (dirigeante principale des Services corporatifs et greffière du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration) (depuis janvier 2015)
Gary W. O'Brien (greffier du Sénat) (jusqu'à janvier 2015)

Soutien administratif au Secrétariat de la régie interne

Lucie Lavoie (chef de cabinet auprès du greffier du Sénat et secrétaire de séance) (jusqu'à juillet 2015)
Jodi Turner (greffière à la procédure et secrétaire de séance) (depuis juillet 2015)
Victoria Deng (adjoindte administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président

L'honorable sénateur Leo Housakos (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Jane Cordy (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Batters, Campbell, *Carignan, C.P. (ou Martin), Cordy, *Cowan (ou Fraser), Downe, Housakos, Jaffer, Lang, Manning, Marshall, Munson, Smith, Tannas, Tkachuk, Wallace et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Cools, Cowan, Dawson, Doyle, Frum, Joyal, C.P., Lankin, C.P., Mercer, McCoy, Mitchell, Mockler, Ngo, Plett, Pratte et Seidman

Greffière du comité

Nicole Proulx (dirigeante principale des Services corporatifs et greffière du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration)

Soutien administratif au Secrétariat de la régie interne

Jodi Turner (greffière à la procédure et secrétaire de séance)
Victoria Deng et Karine Déquier (adjointes administratives)

Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles est depuis toujours l'un des comités les plus occupés du Sénat. La majeure partie de son travail consiste à étudier des mesures législatives, mais le comité entreprend parfois des études spéciales approfondies sur des questions qui relèvent de son mandat.

Au cours de l'exercice, durant la 2^e session de la 41^e législature, le comité a étudié six projets de loi du gouvernement et un projet de loi d'initiative parlementaire, puis en a fait rapport. Pendant la 1^{re} session de la 42^e législature, le comité a entrepris une étude spéciale sur les délais dans le système de justice pénale au Canada; il a d'ailleurs tenu 10 réunions et entendu 41 témoins sur la question durant l'exercice.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Vingt-sixième	Projet de loi C-32, Loi sur la Charte des droits des victimes et modifiant certaines lois	15-04-02	25	Projet de loi C-32 ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement
Vingt-septième	Projet de loi C-377, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (exigences applicables aux organisations ouvrières)	15-05-14	23	Projet de loi C-377 ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement
Vingt-huitième	Projet de loi C-2, Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances	15-05-28	21	Projet de loi C-2 ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement
Vingt-neuvième	Projet de loi C-26, Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur la preuve au Canada et la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur	15-06-04	22	Projet de loi C-26 ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	les délinquants sexuels, édictant la Loi sur la banque de données concernant les délinquants sexuels à risque élevé (infractions sexuelles visant les enfants) et modifiant d'autres lois en conséquence			
Trentième	Projet de loi C-12, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition	15-06-11	12	Projet de loi C-12 ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement
Trente et unième	Projet de loi C-42, Loi modifiant la Loi sur les armes à feu et le Code criminel et apportant des modifications connexe et corrélative à d'autres lois	15-06-15	15	Projet de loi C-42 ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement
Trente-deuxième	Projet de loi C-35, Loi modifiant le Code criminel (animaux d'assistance policière, animaux d'assistance militaire et animaux d'assistance)	15-06-18	9	Projet de loi C-35 ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	16-02-18	-	Article 12 à 26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Deuxième	Étude des questions relatives aux délais dans le système de justice pénale au Canada	16-03-24	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	30	51,2	-	168	9
2014-2015	53	104,1	-	269	21
2013-2014	31	56,1	5,2	120	11
2012-2013	40	66,1	-	144	13
2011-2012	38	116,6	-	220	10

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	2 043 \$
Dépenses des témoins	<u>36 218 \$</u>
TOTAL	38 261 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Président

L'honorable sénateur Bob Runciman (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur George Baker, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Batters, Boisvenu, Braley, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Dagenais, Frum, Jaffer, Joyal, C.P., McIntyre, Rivest, Runciman et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Bellemare, Beyak, Black, Cordy, Cowan, Doyle, Fraser, Hervieux-Payette, C.P., Lang, LeBreton, C.P., MacDonald, Manning, McCoy, McInnis, Meredith, Mitchell, Mockler, Moore, Munson, Ngo, Patterson, Plett, Raine, Ringuette, Rivard, Tannas, Tkachuk, Unger et Wells

* Au sujet des profils des différents comités :

➤ Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

Greffière du comité
Shaila Anwar

Analystes et soutien administratif
Robin Mackay et Julian Walker (Bibliothèque du Parlement)
Tracy Amendola (adjoindte administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président
L'honorable sénateur Bob Runciman (conservateur)

Vice-présidente
L'honorable Mobina S.B. Jaffer (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)
Les honorables sénateurs Baker, C.P., Batters, Boisvenu, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Dagenais, Jaffer, Joyal, C.P., McInnis, McIntyre, Plett, Runciman, Sinclair et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité
Les honorables sénateurs Cowan, Fraser et MacDonald

Greffière du comité
Jessica Richardson

Analystes et soutien administratif
Maxime Charron-Tousignant et Julian Walker (Bibliothèque du Parlement)
Diane McMartin (adjoindte administrative)

Comité spécial sur la modernisation du Sénat

A. Renseignements généraux

Le Comité spécial sur la modernisation du Sénat a été créé à la suite de l'adoption d'une motion, le 12 décembre 2015, visant à examiner les façons de rendre le Sénat plus efficace dans le cadre constitutionnel actuel.

Ce nouveau comité a commencé à entendre des témoins à la fin de 2015-2016, et il prévoit déposer une série de rapports contenant des recommandations destinées à améliorer et à moderniser le fonctionnement du Sénat.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016

Il n'y a eu aucun rapport pendant cette période.

C. Activités du comité

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	3	5,1	-	3	-

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

1^{re} session, 42^e législature

Président

L'honorable sénateur Thomas Johnson McInnis (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Cools, Eggleton, C.P., Greene, Joyal, C.P., Massicotte, McCoy, McInnis, Stewart Olsen et Tannas

Greffier du comité

Daniel Charbonneau

Analystes et soutien administratif

Jean-Rodrigue Paré et Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)

Lyne Héroux (adjoite administrative)

Comité permanent des finances nationales

A. Renseignements généraux

Créé en mai 1919 sous le nom de Comité des finances, le comité a été rebaptisé Comité des finances nationales en 1968. Son champ de compétence s'étend aux dépenses effectuées par le gouvernement. Comme l'énonce l'article 12-7(5) du *Règlement du Sénat*, le comité a pour mandat d'examiner les questions ayant trait au budget fédéral en général, y compris :

- les comptes publics et les rapports du vérificateur général;
- les finances publiques.

Le comité est depuis toujours l'un des comités les plus occupés du Sénat. Il consacre une grande partie de ses travaux à l'examen du budget des dépenses du gouvernement et des questions qui en découlent.

Étude du budget des dépenses et des mesures législatives

Comme d'habitude, le comité s'est grandement concentré sur le budget des dépenses, qui est l'énoncé du plan de dépenses du gouvernement. Il a tenu plusieurs réunions afin d'examiner divers aspects des prévisions des dépenses du gouvernement pour 2015-2016 et 2016-2017, dont le Budget principal des dépenses 2015-2016, le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2015-2016, le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2015-2016 et le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2015-2016. En mars 2016, le comité a aussi entamé un examen préliminaire du Budget principal des dépenses 2016-2017, puis a déposé un rapport provisoire au Sénat à ce sujet dans lequel il a attiré l'attention du Sénat sur diverses questions.

Le comité a également fait rapport au sujet des deux projets de loi suivants :

- le projet de loi C-21, Loi visant à limiter le fardeau administratif que la réglementation impose aux entreprises, adopté sans amendement;
- le projet de loi C-59, Loi no 1 sur le plan d'action économique de 2015, adopté sans amendement.

En ce qui concerne le projet de loi C-59, le comité a entrepris une étude sur sa teneur avant sa présentation au Sénat. Il a ainsi pu recueillir des témoignages à son sujet avant même sa première lecture au Sénat. Le comité a ensuite déposé un rapport contenant un résumé des témoignages recueillis durant l'étude préalable, puis il est passé directement à l'étude article par article du projet de loi lorsque celui-ci lui a été renvoyé.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Dix-neuvième	Projet de loi C-21, Loi visant à limiter le fardeau administratif que la réglementation impose aux entreprises	2015-04-02	7	Projet de loi C-21 ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement
Vingtième	Budget supplémentaire des dépenses (A) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016	2015-06-09	14	Rapport final sur le Budget supplémentaire des dépenses (A), 2015-2016
Vingt et unième	Dépenses prévues dans le Budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016	2015-06-09	46	Deuxième rapport provisoire sur le Budget principal des dépenses 2015-2016
Vingt-deuxième	Teneur du projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures	2015-06-11	55	Rapport sur la teneur du projet de loi C-59
Vingt-troisième	Projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures	2015-06-18	-	Projet de loi C-59 ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

1 ^{ère} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Budget supplémentaire des dépenses (B) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016	2015-12-10	10	Rapport final sur le Budget supplémentaire des dépenses (B), 2015-2016
Deuxième	Séance d'organisation	2016-02-03	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Troisième	Budget supplémentaire des dépenses (C) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016	2016-03-22	23	Rapport final sur le Budget supplémentaire des dépenses (C), 2015-2016
Quatrième	Budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017	2016-03-22	39	Premier rapport provisoire sur le Budget principal des dépenses, 2016-2017

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	33	47,3	-	161	9
2014-2015	56	88,0	-	302	11
2013-2014	50	81,7	-	267	12
2012-2013	63	108,9	-	312	11
2011-2012	35	61,6	-	200	8

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires

NÉANT

*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

Dépenses des témoins	1 045 \$
TOTAL	1 045 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Président

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Larry Smith (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 24 octobre 2013)

Les honorables sénateurs Bellemare, Buth, Callbeck, Chaput, Day, Doyle, Gerstein, Hervieux-Payette, C.P., Mockler, Seth, Smith (*Saurel*) et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Black, Eaton, Maltais, McIntyre, Massicotte, Nancy Ruth, Ogilvie, Oh, Rivard, Unger et Wallace

Greffière du comité

Jodi Turner

Analystes et soutien administratif

Raphaëlle Deraspe et Sylvain Fleury (Bibliothèque du Parlement)
Louise Martel (adjoind administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président

L'honorable sénateur Larry Smith (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Larry Campbell

Membres du comité (nommés par le Sénat le 8 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Bellemare, Carignan, C.P., (ou Martin), Chaput, Cowan (ou Fraser), Day, Eaton, Gerstein, Hervieux-Payette, C.P., Mockler, Rivard, Smith (*Saurel*) et Wallace

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Bellemare, Campbell, Cowan, Eaton, Gerstein, Hervieux-Payette, C.P., Manning, Marshall, Mitchell, Mockler, Neufeld et Smith (*Saurel*)

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Atallahjan, Lang, Patterson, Pratte, Raine et Rivard

Greffières du comité

Jodi Turner (jusqu'en novembre 2015)

Shaila Anwar (décembre 2015)

Gaétane Lemay (depuis janvier 2016)

Analystes et soutien administratif

Raphaëlle Deraspe (jusqu'en novembre 2015)

Sylvain Fleury

Alex Smith (depuis décembre 2015)

Louise Martel (adjoindte administrative)

Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a continué d'entendre des témoins dans le cadre de son mandat général consistant à examiner les politiques, les pratiques, les circonstances et les capacités du Canada en matière de sécurité nationale et de défense, et à en faire rapport.

En juin 2015, le comité a déposé un rapport au terme de son étude sur les politiques, pratiques et efforts de collaboration de l'Agence des services frontaliers du Canada en vue de déterminer l'admissibilité au Canada et le renvoi de personnes inadmissibles. Le comité a été informé de plusieurs difficultés en matière de politiques et sur le plan opérationnel avec lesquelles sont aux prises l'ASFC et d'autres acteurs gouvernementaux engagés dans le processus. Le comité a estimé nécessaire que les ministères et organismes intéressés qui sont engagés dans le processus consistant à identifier les personnes interdites de territoire et à leur refuser l'entrée au pays aient accès à de l'information exacte et pertinente en temps voulu au moyen de mécanismes de partage d'informations clairs et d'une coordination améliorée. À partir de ces constatations, le comité a fait 10 recommandations afin d'accroître la sécurité frontalière du Canada.

En juillet 2015, le comité a déposé un rapport dans le cadre de son étude sur les menaces à la sécurité nationale. Dans son rapport provisoire, le comité avait examiné le recrutement de terroristes, les activités terroristes, le financement d'activités terroristes, les poursuites contre les terroristes et d'autres aspects des menaces pour la sécurité auxquels font face les Canadiens. Le comité a formulé une série de recommandations portant sur les groupes terroristes, l'extrémisme, le travail avec les groupes communautaires, l'établissement de programmes pour soutenir les familles qui signalent la radicalisation de proches, le financement du terrorisme, etc.

Enfin, le comité a poursuivi ses travaux législatifs, notamment en ce qui concerne le projet de loi C-51, Loi antiterroriste de 2015, dont il a fait rapport sans amendement, mais avec des observations, ainsi qu'à propos de la teneur des éléments des sections 2 et 17 de la partie 3 du projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatorzième	Projet de loi C-51, Loi édictant la Loi sur la	2015-05-27	20	Projet de loi ayant fait l'objet d'un rapport sans

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada et la Loi sur la sûreté des déplacements aériens, modifiant le Code criminel, la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité et la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois			amendement, mais avec des observations
Quinzième	Teneur des sections 2 et 17 de la partie 3 du projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures	2015-06-03	8	Teneur des sections 2 et 17 de la partie 3 du projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures : rapport sans amendement
Seizième	Étude sur les politiques, pratiques et efforts de collaboration de l'Agence des services frontaliers du Canada en vue de déterminer l'admissibilité au Canada et le renvoi de personnes inadmissibles	2015-06-18	28	Rapport final intitulé <i>Vigilance, reddition de comptes et sécurité aux frontières du Canada</i>
Dix-septième	Étude sur les répercussions médicales, sociales et opérationnelles des problèmes de santé mentale dont sont atteints des membres actifs et à la retraite des Forces canadiennes, y compris les blessures de stress opérationnel (BSO) comme l'état de stress post-traumatique	2015-06-18	24	Rapport provisoire intitulé <i>Rapport provisoire sur les blessures de stress opérationnel des anciens combattants du Canada</i>

Dix-huitième	Étude et rapport sur les menaces à la sécurité nationale	2015-07-08	58	<i>Combattre la menace terroriste au Canada : Rapport provisoire</i>
--------------	--	------------	----	--

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	2016-01-26	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Deuxième	Étude sur les menaces à la sécurité nationale, notamment : a) le cyberespionnage; b) les menaces aux infrastructures essentielles; c) le recrutement de terroristes et le financement d'actes terroristes; d) les opérations antiterroristes et les poursuites contre les terroristes	2016-03-24	16	Rapport budgétaire sur les menaces à la sécurité nationale

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	18	48	-	105	7
2014-2015	22	66,6	11,5	113	11
2013-2014	18	45,9	15,5	73	7
2012-2013	17	36,8	47,8	74	5
2011-2012	10	21,5	-	36	4

*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>16 579 \$</u>
TOTAL	16 579 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Président

L'honorable sénateur Daniel Lang (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Grant Mitchell (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Dallaire, Day, Lang, Manning, Mitchell, Nolin, Plett, Segal et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Beyak, Campbell, Charette-Poulin, Dagenais, Enverga, Fortin-Duplessis, Frum, Kenny, LeBreton, C.P., McIntyre, Neufeld, Ngo, Oh, Ringuette, Stewart Olsen, Tkachuk, Wallace et White

Greffier du comité

Adam Thompson

Analystes et soutien administratif

Wolfgang Koerner et Holly Porteous (Bibliothèque du Parlement)
Maritza Jean-Pierre (adjointe administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président

L'honorable sénateur Daniel Lang (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Mobina Jaffer (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Beyak, Dagenais, Jaffer, Kenny, Lang, McCoy, Meredith et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Manning, Ngo, Runciman, Smith et Wells

Greffier du comité

Adam Thompson

Analystes et soutien administratif

Wolfgang Koerner, Dominique Valiquet et Katherine Simonds (Bibliothèque du Parlement)

Maritza Jean-Pierre (adjoïnte administrative)

Sous-comité des anciens combattants

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le Sous-comité des anciens combattants a continué d'entendre des témoins dans le cadre de son vaste mandat portant sur les services et les avantages sociaux offerts aux anciens combattants et à leur famille.

Le sous-comité a aussi terminé la première phase de son étude sur les répercussions médicales, sociales et opérationnelles des problèmes de santé mentale dont sont atteints des membres actifs et à la retraite des Forces canadiennes, y compris les blessures de stress opérationnel (BSO) comme l'état de stress post-traumatique. Ce rapport provisoire donne un aperçu de ce que le sous-comité a appris dans le cadre de l'étude en cours et offre quelques réflexions préliminaires sur le sujet.

En plus de son étude spéciale, le sous-comité s'est vu confier certains travaux législatifs par le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense, notamment une étude préalable de certains éléments de la Loi d'exécution du budget de 2015.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

Le Sous-comité des anciens combattants relève du Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense.

C. Activités du sous-comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins
2015-2016	11	10,5	-	28
2014-2015	18	17,1	-	31
2013-2014	8	8,2	-	11
2012-2013	15	14,8	9	28
2011-2012	10	10,8	6,5	22

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>257 \$</u>
TOTAL	257 \$

E. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2015-2016

2^e session, 41^e législature

Président

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Carolyn Stewart Olsen (conservatrice)

Membres du sous-comité (nommés par le comité)

Les honorables sénateurs Dallaire, Day, Lang, Nolin, Stewart Olsen et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité

Les honorables sénateurs Beyak, Campbell, Enverga, Frum, Jaffer, Mitchell, Mockler, Neufeld, Plett, Wallace et White

Greffier du sous-comité

Adam Thompson

Analyste et soutien administratif

Martin Auger (Bibliothèque du Parlement)
Maritza Jean-Pierre (adjoindte administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Jean-Guy Dagenais (conservateur)

Membres du sous-comité (nommés par le comité)

Les honorables sénateurs Dagenais, Day, Jaffer, Lang et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité

Les honorables sénateurs Manning, Beyak, Runciman et Mitchell

Greffier du sous-comité

Adam Thompson

Analyste et soutien administratif

Isabelle Lafontaine-Emond (Bibliothèque du Parlement)

Maritza Jean-Pierre (adjoindte administrative)

Comité permanent des langues officielles

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2015-2016, le Comité permanent des langues officielles a terminé son étude sur les meilleures pratiques en matière de politique linguistique et d'apprentissage d'une langue seconde dans un contexte de dualité ou de pluralité linguistique. Le 16 juin 2015, le comité a déposé au Sénat son rapport final intitulé *Viser plus haut : Augmenter le bilinguisme de nos jeunes Canadiens*.

Aussi, durant cette période, le comité a tenu quatre réunions à propos du projet de loi S-205, Loi modifiant la Loi sur les langues officielles (communications et services destinés au public).

Enfin, le comité a organisé trois réunions pour recueillir des témoignages conformément à son ordre de renvoi lui demandant d'étudier l'application de la *Loi sur les langues officielles*.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Étude sur les meilleures pratiques en matière de politique linguistique et d'apprentissage d'une langue seconde dans un contexte de dualité ou de pluralité linguistique	2015-05-26	-	Budget pour étude spéciale
Sixième	Étude sur les meilleures pratiques en matière de politique linguistique et d'apprentissage d'une langue seconde dans un contexte de dualité ou de pluralité linguistique	2015-06-16	37	Apprentissage d'une langue seconde

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	2016-01-28	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	12	15,9	-	41	4
2014-2015	23	39	-	72	3
2013-2014	19	30,2	7,5	57	3
2012-2013	24	41	-	101	2
2011-2012	19	29,7	-	84	3

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>26 538 \$</u>
TOTAL	26 538 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Claudette Tardif (libérale)

Vice-présidente

*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

L'honorable sénatrice Suzanne Fortin-Duplessis (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Beyak, *Carignan, C.P. (ou Martin), Champagne, C.P., Chaput, Charette-Poulin, *Cowan (ou Fraser), Fortin-Duplessis, McIntyre, Poirier, Tardif et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Boisvenu, Jaffer, Maltais, Marshall, McInnis, Meredith, Mockler, Oh, Rivard, Robichaud, C.P., Seidman et Wells

Greffier du comité

Daniel Charbonneau

Analyste et soutien administratif

Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Anita Vinette (adjoindte administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Présidente

L'honorable sénatrice Claudette Tardif (libérale)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Rose-May Poirier (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Jaffer, Maltais, McIntyre, Poirier, Rivard, Seidman, Tardif et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Dagenais et Oh

Greffier du comité

Maxwell Hollins

Analyste et soutien administratif

Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Annie Trudel (adjoindte administrative)

Comité mixte spécial sur l'aide médicale à mourir

A. Renseignements généraux

En février 2015, la Cour suprême du Canada a conclu, dans la décision *Carter c. Canada (Procureur général)*, que dans certaines circonstances, les dispositions du *Code criminel* interdisant l'aide médicale à mourir enfreignent des droits protégés par la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Le 11 décembre 2015, le Sénat et la Chambre des communes ont adopté des motions portant création d'un comité mixte spécial ayant le mandat suivant :

Examiner le rapport du *Comité externe sur les options de réponse législative à Carter c. Canada*, ainsi que d'autres activités de consultation et études récentes pertinentes, consulter les Canadiens, les experts et les intervenants, et formuler des recommandations sur le cadre d'une réponse fédérale à l'aide médicale à mourir respectueuse de la Constitution, de la *Charte canadienne des droits et libertés*, et des priorités des Canadiens.

Entre janvier et février 2016, le comité mixte spécial a tenu 16 réunions et entendu 61 témoins. Il a également reçu plus de 120 mémoires. Guidé par la décision de la Cour, le comité a travaillé avec diligence pour donner les réponses demandées, et il a déposé son rapport final en février 2016, faisant 21 recommandations destinées à aider le gouvernement à élaborer un cadre législatif. Les recommandations du comité prévoient notamment des modifications à apporter au *Code criminel*, des critères d'admissibilité à l'aide médicale à mourir et un certain nombre de mesures de protection essentielles et des garanties procédurales ainsi que des dispositions de contrôle.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Examiner le rapport du Comité externe sur les options de réponse législative à <i>Carter c. Canada</i> , ainsi que d'autres activités de consultation et études récentes pertinentes, consulter les Canadiens, les experts et les intervenants, et formuler des recommandations sur le cadre d'une réponse	16-02-25	61	Rapport intitulé <i>L'aide médicale à mourir : Une approche centrée sur le patient</i>

	fédérale à l'aide médicale à mourir respectueuse de la Constitution, de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> et des priorités des Canadiens			
--	---	--	--	--

C. Activités du comité

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	16	36,1	-	61	1

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	9 581 \$
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	9 581 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Coprésident

L'honorable sénateur Kelvin Kenneth Ogilvie (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Sénat le vendredi 11 décembre 2015)

Les honorables sénateurs Cowan, Joyal, C.P., Nancy Ruth, Ogilvie et Seidman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Doyle, Enverga et Unger

Cogreffière du comité

Shaila Anwar

Analystes et soutien administratif

Julia Nicol, Marlisa Tiedemann et Sonya Norris (Bibliothèque du Parlement)

Tracy Amendola (adjointe administrative)

Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2015-2016, le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement a complété trois rapports de fond au Sénat. Le septième rapport, durant la 2^e session de la 41^e législature, traitait du privilège parlementaire au Canada au XXI^e siècle, et c'était la première fois qu'un organe parlementaire canadien procédait à un examen exhaustif de la question. Le comité a également fait rapport sur deux projets de loi : le projet de loi C-586 (sans amendement) et le projet de loi C-518 (avec amendements). Le comité a également été saisi d'une question de privilège concernant les fuites dont a fait l'objet le rapport du vérificateur général sur les dépenses des sénateurs. Cette étude a été interrompue par la dissolution du Parlement. Le Sénat a renvoyé la question au comité au début de la 42^e législature, et les audiences ont repris au cours de l'exercice 2016-2017.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Septième	Examen d'un rapport du Sous-comité sur le privilège parlementaire	15-06-02	-	Rapport intérimaire intitulé <i>Une question de privilège : Document de travail sur le privilège parlementaire au Canada au XXI^e siècle</i>
Huitième	Projet de loi C-586 : Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi sur le Parlement du Canada (réformes visant les candidatures et les groupes parlementaires)	15-06-02	5	Projet de loi C-586 ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement
Neuvième	Projet de loi C-518, Loi modifiant la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires (indemnité de retrait)	15-06-25	5	Projet de loi C-518, Loi modifiant la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires (indemnité de retrait), ayant fait l'objet d'un

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

				rapport avec amendements
1^{re} session, 42^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	16-03-22	-	Article 12-26 du Règlement – Dépenses de 41-2

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	13	13,2	-	13	4
2014-2015	10	8,5	-	3	2
2013-2014	11	14,6	-	14	5
2012-2013	8	5	-	9	5
2011-2012	11	13,2	-	-	2

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>277 \$</u>
TOTAL	277 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Président

*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

L'honorable sénateur Vernon White (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur David P. Smith, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Batters, Beyak, Braley, *Carignan, C.P. (ou Martin), Comeau, C.P., Cools, *Cowan (ou Fraser), Enverga, Furey, Jaffer, Joyal, C.P., Martin, McCoy, Nolin, Smith, C.P. (Cobourg), Tannas et Wallace

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Dagenais, Day, Doyle, Fortin-Duplessis, Fraser, Frum, Gerstein, Housakos, Manning, McIntyre, Moore, Runciman, Tkachuk, Unger, Verner, C.P., Wells et White

Greffier du comité

Charles Robert

Analystes et soutien administratif

Dara Lithwick et Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)

Ross Ryan (adjoint administratif)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président

L'honorable sénatrice Joan Fraser (libérale)

Vice-président

L'honorable sénateur Vernon White (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Batters, *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Fraser, Jaffer, Joyal, C.P., Martin, McInnis, Ogilvie, Seidman, Wells et White

Autre sénatrice ayant participé aux travaux du comité

L'honorable sénatrice Hervieux-Payette, C.P.

Greffier du comité

Charles Robert

Analystes et soutien administratif

Dara Lithwick et Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)

Safa Abdel Rahman (adjointe administrative)

Comité de sélection

A. Renseignements généraux

Au début de chaque session, on nomme un comité de sélection ayant deux fonctions : nommer le Président intérimaire et nommer les sénateurs qui seront membres des comités permanents et mixtes permanents. Le comité peut également proposer, à l'occasion, des changements à la composition d'un comité.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Conformément à l'article 12-2(1)a) du <i>Règlement du Sénat</i>	2015-05-28	-	Désignation du Président intérimaire

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Conformément à l'article 12-2(1)a) du <i>Règlement du Sénat</i>	2015-12-09	-	Désignation du Président intérimaire
Deuxième	Conformément à l'article 12-2(2) du <i>Règlement du Sénat</i>	2015-12-09	-	Désignation des sénateurs qui feront partie des comités
Troisième	Conformément à l'ordre du Sénat concernant la création du Comité spécial sur la modernisation du Sénat	2016-02-17	-	Désignation des sénateurs qui feront partie du Comité spécial sur la modernisation du Sénat

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	3	0,6	-	4
2014-2015	1	0,1	-	1
2013-2014	4	0,5	-	5
2012-2013	-	-	-	-
2011-2012	1	0,2	-	2

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	NÉANT
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Présidente

L'honorable sénatrice Elizabeth Marshall (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral)

Membres du comité (nommés par le Sénat)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Frum, Greene, Hervieux-Payette, C.P., Marshall, Martin, Munson, Robichaud, C.P., et Tardif

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Poirier et Tkachuk

Greffier du comité

Blair Armitage

*Au sujet des profils des différents comités :

➤ Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

Soutien administratif

Brigitte Martineau (adjointe administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Présidente

L'honorable sénatrice Elizabeth Marshall (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral)

Membres du comité (nommés par le Sénat)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P. (ou Martin), Fraser, Frum, Hubley, Marshall, Martin, Munson, Plett et Wells

Autre sénateur ayant participé aux travaux du comité

L'honorable sénateur Mitchell

Greffier du comité

Blair Armitage

Soutien administratif

Brigitte Martineau (adjointe administrative)

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

A. Renseignements généraux

Le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a pour mandat d'examiner les projets de loi ainsi que les questions liées aux affaires culturelles et aux arts, aux affaires sociales et au travail, à la santé et au bien-être, aux pensions et au logement. Il est aussi responsable de l'étude des questions concernant la condition physique et les sports amateurs, l'emploi et l'immigration, les affaires de consommation et celles de la jeunesse.

Au cours du printemps 2015, le comité a conclu ses audiences menées dans le cadre de son étude sur l'incidence croissante de l'obésité au Canada. Le comité a également examiné trois projets de loi et en a fait rapport (voir le tableau B); il a aussi étudié en vue d'en faire rapport la teneur de la section 15 de la partie 3 du projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures, qui modifiait certaines dispositions de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.

Peu après avoir repris ses activités, en janvier 2016, sous la nouvelle législature, le comité a déposé son rapport final sur l'obésité au Canada. Le rapport, intitulé *L'obésité au Canada : Une approche pansociétale pour un Canada en meilleure santé*, contient 22 recommandations. Le comité a entrepris ensuite une nouvelle étude sur les effets de la démence dans notre société, tenant plusieurs audiences publiques sur la question.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Dix-neuvième	Projet de loi S-208, Loi constituant la Commission canadienne de la santé mentale et de la justice	15-04-01	15	Rapport recommandant de ne plus étudier le projet de loi
Vingtième	Projet de loi C-247, Loi visant à faire du ministère de l'Emploi et du Développement social le point de service principal du	15-04-23	6	Projet de loi ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

	gouvernement du Canada en cas de décès d'un citoyen ou d'un résident canadiens			
Vingt et unième	Projet de loi C-591, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse (pension et prestations)	15-04-23	3	Projet de loi ayant fait l'objet d'un rapport sans amendement
Vingt-deuxième	Teneur des éléments de la section 15 de la partie 3 du projet de loi C-59, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures	15-06-03	8	Examen

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	2016-01-28	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Deuxième	Étude sur l'incidence croissante de l'obésité au Canada	2016-03-01	0*	Rapport intitulé <i>L'obésité au Canada : Une approche pansociétale pour un Canada en meilleure santé</i>

*Cet ordre de renvoi inclut les documents reçus, les témoignages entendus et les travaux accomplis par le comité sur ce sujet au cours de la 2^e session de la 41^e législature.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	24	32,2	-	62	6
2014-2015	47	69,2	-	171	13
2013-2014	34	49,8	-	97	11
2012-2013	46	79	-	169	13
2011-2012	32	53,4	-	104	7

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>12 267 \$</u>
TOTAL	12 267 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Président

L'honorable sénateur Kelvin K. Ogilvie (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Art Eggleton, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Bellemare, *Carignan, C.P. (ou Martin), Chaput, Cordy, *Cowan (ou Fraser), Dyck, Eaton, Eggleton, C.P., Enverga, Ogilvie, Segal, Seidman, Seth et Stewart Olsen

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Beyak, Cowan, Demers, Frum, Hubley, Lang, MacDonald, Manning, Merchant, Meredith, Moore, Munson, Nancy Ruth, Ngo, Oh, Patterson, Raine, Smith, C.P. (Cobourg), Tkachuk, Wallace et Wells

*Au sujet des profils des différents comités :

➤ Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

Greffière du comité
Jessica Richardson

Analyste et soutien administratif
Sonya Norris (Bibliothèque du Parlement)
Diane McMartin (adjointe administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président
L'honorable sénateur Kelvin K. Ogilvie (conservateur)

Vice-président
L'honorable sénateur Art Eggleton, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection le 9 décembre 2015)
Les honorables sénateurs Carignan, C.P., Cowan, Eggleton, C.P., Frum, Martin, Merchant, Munson, Nancy Ruth, Ogilvie, Raine, Seidman et Stewart Olsen.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité
Les honorables sénateurs Beyak, Martin, Munson et Patterson

Greffière du comité
Keli Hogan

Analyste et soutien administratif
Sonya Norris (Bibliothèque du Parlement)
Debbie Larocque (adjointe administrative)

Comité permanent des transports et des communications

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent des transports et des communications a commencé l'exercice 2015-2016 par la rédaction puis le dépôt d'un rapport sur les défis que doit relever la Société Radio-Canada dans le contexte de l'évolution du milieu de la radiodiffusion et des communications. En juillet 2015, il a déposé son rapport intitulé *Le moment est venu de changer : CBC/Radio-Canada au vingt et unième siècle*, contenant 22 recommandations sur la programmation, le financement, la gouvernance et le mandat général de la société d'État. Pendant cette période, le comité a aussi tenu des réunions et fait rapport sur trois dossiers que lui avait renvoyés le Sénat : les projets de loi C-52 et C-627 ainsi que la proposition relative aux frais d'utilisation du spectre pour les services fixes par satellite et les services de radiodiffusion par satellite.

Après la 42^e élection générale, le comité a été reconstitué en décembre 2015 et a obtenu l'autorisation du Sénat d'entendre trois ministres dont les portefeuilles relèvent de la compétence du comité pour ce qui est des lettres de mandat des ministres. Comme la publication de ces lettres par le premier ministre constitue une nouveauté, le comité a invité le ministre des Transports et la ministre du Patrimoine canadien à comparaître devant lui le 17 février 2016 afin de parler de leurs plans à venir pour s'acquitter des responsabilités dont ils ont été investis.

À la fin de l'année, le comité a reçu un ordre de renvoi lui demandant de faire une étude sur le transport du pétrole brut au Canada, et les audiences sur la question devaient commencer en avril 2016.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

2 ^e session, 41 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Onzième	Proposition d'Industrie Canada relative aux droits d'utilisation du spectre pour les services fixes par satellite et les services de radiodiffusion par satellite au Canada, conformément à la <i>Loi sur les frais d'utilisation</i> , L.C. 2004, ch. 6, par. 4(2)	2015-05-25	2	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.

Douzième	Projet de loi C-52, Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada et la Loi sur la sécurité ferroviaire	2015-06-18	18	Projet de loi C-52, Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada et la Loi sur la sécurité ferroviaire, sans amendement
Treizième	Projet de loi C-627, Loi modifiant la Loi sur la sécurité ferroviaire (sécurité des personnes et des biens)	2015-06-18	1	Projet de loi C-627, Loi modifiant la Loi sur la sécurité ferroviaire (sécurité des personnes et des biens), sans amendement
Quatorzième	Examiner les défis que doit relever la Société Radio-Canada dans le contexte de l'évolution du milieu de la radiodiffusion et des communications	2015-07-20	107	<i>Le moment est venu de changer : CBC Radio-Canada au vingt et unième siècle</i>

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N ^o de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	2016-01-26	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2
Deuxième	Étude sur les questions techniques et réglementaires liées à l'arrivée des véhicules branchés et automatisés	2016-03-24	2	Budget – Conférence sur les véhicules automatisés

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2015-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	14	16,2	-	26	6
2014-2015	47	72,5	36,7	160	7
2013-2014	19	18,2	23,5	37	7
2012-2013	23	21,5	8,4	39	3
2011-2012	24	25,5	2	50	4

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	1 469 \$
TOTAL	1 469 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

(*Membres d'office)

2^e session, 41^e législature

Président

L'honorable sénateur Dennis Dawson (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Donald Neil Plett (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Carignan, C.P. (ou Martin), *Cowan (ou Fraser), Dawson, Demers, Eggleton, C.P., Greene, Housakos, MacDonald, Manning, McInnis, Mercer, Merchant, Plett et Verner, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Batters, Charette-Poulin, Cordy, Dagenais, Fortin-Duplessis, Furey, Hervieux-Payette, C.P., Joyal, C.P., Maltais, Martin, Massicotte, Merchant, Mockler, Munson, Oh, Seidman, Unger et White

*Au sujet des profils des différents comités :

➤ Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

Greffier du comité
Daniel Charbonneau

Analystes et soutien administratif
Alexandre Lavoie, Dillian Theckedath et Terrence Thomas (Bibliothèque du Parlement)
Anita Vinette (adjoindte administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Président
L'honorable sénateur Dennis Dawson (libéral)

Vice-président
L'honorable sénateur Michael MacDonald (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)
Les honorables sénateurs *Carignan, C.P. (ou Martin), Black, Boisvenu, Dawson, Doyle, Eggleton, C.P.,
Greene, MacDonald, Mercer, Plett, Runciman et Unger

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité
Les honorables sénateurs Merchant, Oh et Poirier

Greffier du comité
Daniel Charbonneau

Analystes et soutien administratif
Jed Chong, Allison Padova et Dillian Theckedath (Bibliothèque du Parlement)
Lyne Héroux (adjoindte administrative)

Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement

A. Renseignements généraux

Le Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement est autorisé à conseiller les Présidents du Sénat et de la Chambre des communes dans l'exercice de leur autorité sur la Bibliothèque du Parlement, et il est habilité à faire des recommandations aux Présidents des deux Chambres concernant la régie de la Bibliothèque et la bonne utilisation des crédits affectés par le Parlement à l'achat de livres, cartes ou autres objets destinés à y être déposés.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016

Aucun

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombres d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	1	0,08	-	-
2014-2015	2	1,3	2	-
2013-2014	2	1,8	-	1
2012-2013	4	3,1	5	1
2011-2012	1	0,7	-	1

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	NÉANT
TOTAL	NÉANT

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

2^e session, 41^e législature

Coprésidents

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral) (depuis le 7 mai 2015)

L'honorable sénatrice Marie-P. Charette-Poulin (libérale) (jusqu'au 7 mai 2015)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Champagne, C.P., Charette-Poulin, Cools, Mercer et Rivard

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Eaton et Fortin-Duplessis

Cogreffier du comité

Kevin Pittman

Analystes et soutien administratif

Tanya Dupuis et Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Mélanie Moore (adjointe administrative) (depuis octobre 2014)

Lori Meldrum (adjointe administrative) (jusqu'à octobre 2014)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Coprésident

Il n'y a actuellement pas de coprésident du Sénat.

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Eaton, Mercer, Merchant et Rivard

Cogreffier du comité

Kevin Pittman

Analystes et soutien administratif

Alex Smith et Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Mélanie Moore (adjointe administrative)

Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

A. Renseignements généraux

Le mandat du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation est défini par la *Loi sur les textes réglementaires*, laquelle l'autorise à revoir et à examiner certains textes réglementaires pris après le 31 décembre 1971. Outre ce mandat législatif, le comité mixte dispose, depuis 1980, d'un ordre de renvoi renouvelé au début de chaque session par le Sénat et la Chambre des communes l'autorisant à étudier les moyens par lesquels le Parlement peut le mieux surveiller et contrôler le processus de réglementation du gouvernement. Ensemble, les mandats législatif et parlementaire du comité mixte lui confèrent une vaste compétence en matière d'enquêtes et de rapports sur la plupart des aspects du processus de réglementation fédéral.

Au cours de l'exercice 2015-2016, le comité a tenu 4 réunions et a convoqué deux témoins à comparaître.

B. Rapports au Sénat en 2015-2016*

1 ^{re} session, 42 ^e législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Séance d'organisation	16-03-22	-	Article 12-26 du Règlement - Dépenses de 41-2

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016*

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2015-2016	4	5,0	-	1
2014-2015	13	14,7	-	2
2013-2014	10	12,4	-	2
2012-2013	11	12,1	-	-
2011-2012	11	10,5	-	1

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2015-2016) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2011-2016) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2015-2016.

D. Dépenses de l'exercice 2015-2016

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	432 \$
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	432 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2015-2016

2^e session, 41^e législature

Coprésidente

L'honorable sénatrice Denise Batters (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Batters, Campbell, Hervieux-Payette, C.P., Moore, Nancy Ruth, Runciman, Tannas et Unger

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Charette-Poulin, Fortin-Duplessis, McInnis, Meredith, Rivard, Smith, C.P. (*Cobourg*), et Stewart Olsen

Cogreffiers du comité

Marcy Zlotnick (jusqu'en avril 2015)
Jodi Turner (jusqu'à décembre 2015)
Adam Thompson (depuis décembre 2015)

Analystes et soutien administratif

Shawn Abel, Peter Bernhardt, Evelyne Borkowski-Parent et Cynthia Kirkby (Bibliothèque du Parlement)
Lyne Héroux (adjoïnte administrative)

1^{re} session, 42^e législature

(À partir du 3 décembre 2015)

Coprésidente

L'honorable sénatrice Pana Merchant (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs McCoy, Merchant, Moore et Runciman

Cogreffier du comité

Adam Thompson

Analystes et soutien administratif

Shawn Abel, Peter Bernhardt, Evelyne Borkowski-Parent et Cynthia Kirkby (Bibliothèque du Parlement)
Maritza Jean-Pierre (adjoïnte administrative)

Partie III – Dépenses des comités

Rapport détaillé sur les dépenses des comités pour 2015-2016

Les comités sénatoriaux peuvent présenter une demande de budget, par exemple, pour retenir les services de rédacteurs, de réviseurs ou de conseillers en communication, ou pour effectuer des déplacements. Ces budgets doivent être approuvés par le Sénat. En outre, certaines dépenses sont portées à un budget central géré par la Direction des comités. Il s'agit, notamment, des coûts des vidéoconférences et des frais de déplacement des témoins, qui figurent tous deux dans la colonne B ci-dessous. D'autres dépenses portées à ce budget central figurent dans la colonne C. Il s'agit des frais postaux en général, des dépenses pour les cafés, thés, jus et les repas de travail servis lors des réunions des comités à Ottawa, et des frais de vaccination occasionnés par les déplacements des comités.

Réunions et dépenses, 2011-2016

Exercice	Nombre de réunions	Total – Comités du Sénat (A)	Dépenses des témoins (B)	Autres dépenses (C)	Total des dépenses (A+B+C)
2015-2016	336	85 566 \$	169 531 \$	58 225 \$	313 322 \$
2014-2015	586	866 924 \$	404 067 \$	139 504 \$	1 410 495 \$
2013-2014	422	303 431 \$	212 433 \$	103 393 \$	619 257 \$
2012-2013	513	757 711 \$	298 733 \$	129 818 \$	1 186 262 \$
2011-2012	401	486 556 \$	249 807 \$	107 138 \$	843 501 \$

Définition des catégories courantes

Le tableau suivant présente le budget et les dépenses réelles de chaque comité réparties entre les dépenses générales (toutes les dépenses non liées aux déplacements du comité) et les déplacements du comité. Les dépenses sont en outre ventilées selon les trois catégories courantes :

1. **Services professionnels et autres** (y compris l'aide à la recherche, les conseillers spécialisés, les services de sténographie et de transcription ainsi que les frais d'accueil);
2. **Transports, hébergement et frais de séjour** (y compris le transport aérien, les hôtels, les indemnités journalières, les repas de travail à l'extérieur d'Ottawa et le transport terrestre);
3. **Autres dépenses** (y compris les frais de messagerie, la location de salles de réunion, le matériel de sténographie et d'interprétation, ainsi que les services d'imprimerie).

Rapport des budgets et des dépenses des comités (2015-2016)

Nom du comité	BUDGET			DÉPENSES		
	Budget total	Budget	Services professionnels et autres	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres dépenses	Dépenses totales
Session 41-2						
Peuples autochtones						
Étude spéciale – Infrastructure dans les réserves des Premières Nations	16 250					
<i>Dépenses générales</i>		16 250	6 313	-	1 525	7 838
TOTAL	16 250	16 250	6 313	-	1 525	7 838
Banques et commerce						
Mesures législatives	7 165					
<i>Dépenses générales</i>		7 165	6 795	-	-	6 795
Étude spéciale – Monnaie numérique	16 700					
<i>Activité 1 : New York (NY)</i>		16 700	10 000	1 257	346	11 602
TOTAL	23 865	23 865	16 795	1 257	346	18 397
Éthique et conflits d'intérêts des sénateurs						
	50 000					
<i>Dépenses générales</i>		50 000	-	-	-	-
TOTAL	50 000	50 000	-	-	-	-
Énergie, environnement et ressources naturelles						
Étude spéciale – Ressources énergétiques dans le Nord	14 500					
<i>Dépenses générales</i>		14 500	7 880	1 176	-	9 056
	14 500	14 500	7 880	1 176	-	9 056
Pêches et océans						
Étude spéciale – Aquaculture						

	24 625					
<i>Dépenses générales</i>		24 625	15 750	-	984	16 734
<i>St John's (Terre-Neuve-et-Labrador) (2014-2015)</i>		-	-	9	-	9
TOTAL	24 625	24 625	15 750	9	984	16 743
Droits de la personne						
Étude spéciale – Convention de La Haye	1 000					
<i>Dépenses générales</i>		1 000	-	-	-	-
Étude spéciale – Enfants en Syrie (HCR et UNICEF)	-					
<i>Activité 1 : Beyrouth et Aman (ANNULÉE)</i>		-	-	-	-	-
	1 000	1 000	-	-	-	-
Langues officielles						
Étude spéciale – Apprentissage de la langue seconde	500					
<i>Dépenses générales</i>		200	-	-	464	464
TOTAL	500	200	-	-	464	464
Examen de la réglementation (mixte)						
Comité mixte	3 000					
<i>Dépenses générales</i>		3 000	231	-	172	403
TOTAL	3 000	3 000	231	-	172	403
TOTAL – 41-2	133 740	133 440	46 968	2 442	3 491	52 901

Nom du comité	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Services professionnels et autres	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres dépenses	Dépenses totales
Session 41-2						
Agriculture et forêts						
Étude spéciale – Accès aux marchés	84 137					
<i>Activité 1 : Moncton (N.-B.)</i>		84 137	4 163	23 246	3 285	30 693
TOTAL	84 137	84 137	4 163	23 246	3 285	30 693
	-	-	-	-	-	-
Affaires juridiques et constitutionnelles						
Mesures législatives	2 300					
<i>Dépenses générales</i>		2 300	-	-	2 043	-
TOTAL	2 300	2 300	-	-	2 043	2 043
Examen de la réglementation (mixte)						
Comité mixte	300					
<i>Dépenses générales</i>		300	15	-	13	29
TOTAL	300	300	15	-	13	29
TOTAL – 41-2	86 737	86 737	4 178	23 246	5 341	32 765

*Crédits de transport aérien inutilisés

**Les budgets des comités mixtes sont financés à 70 % par la Chambre des communes et à 30 % par le Sénat. Les montants indiqués dans le tableau représentent la portion du budget et des dépenses revenant au Sénat.

Ventilation des dépenses pour les témoins et les vidéoconférences (2015-2016)

2^e session, 41^e législature

	TOTAL	MONTANT
Peuples autochtones	5 728	
<i>Étude spéciale – Infrastructure des Premières Nations</i>		5 728
Agriculture et forêts	6 358	
<i>Étude spéciale – Secteur de l'agriculture</i>		122
<i>Étude spéciale – Accès aux marchés</i>		6 236
Banques et commerce	2 906	
<i>Mesures législatives</i>		2 257
<i>Étude spéciale – Monnaie numérique</i>		649
Énergie, environnement et ressources naturelles	6 884	
<i>Mesures législatives</i>		691
<i>Étude spéciale – Ressources énergétiques dans le Nord</i>		6 193
Affaires étrangères	2 906	
<i>Étude spéciale – Commerce international</i>		2 906
Droits de la personne	2 668	
<i>Mesures législatives</i>		427
<i>Étude spéciale – Obligations</i>		763
<i>Étude spéciale – Enfants en Syrie</i>		1 104
<i>Étude spéciale – Discrimination</i>		375
Affaires juridiques et constitutionnelles	25 577	
<i>Mesures législatives</i>		25 577
Finances nationales	1 045	
<i>Mesures législatives</i>		1 045
Sécurité nationale et défense	15 931	
<i>Mesures législatives</i>		13 620
<i>Étude spéciale – Menaces à la sécurité</i>		2 311

Sous-comité des anciens combattants	257	
<i>Étude spéciale – Santé mentale</i>		257
Langues officielles	4 626	
<i>Mesures législatives</i>		2 897
<i>Étude spéciale – Système d’immigration</i>		872
<i>Étude spéciale – Apprentissage de la langue seconde</i>		858
Règlement, procédure et droits du Parlement	277	
<i>Mesures législatives</i>		277
Affaires sociales, sciences et technologie	10 050	
<i>Mesures législatives</i>		1 456
<i>Étude spéciale – Obésité</i>		8 594
Transports et communications	1 469	
<i>Mesures législatives</i>		1 469
TOTAL 41-2	86 680	86 680

1^{re} session, 42^e législature

	TOTAL	MONTANT
Peuples autochtones	326	
<i>Mesures législatives</i>		137
<i>Étude spéciale – Infrastructure des Premières Nations</i>		188
Agriculture et forêts	36 306	
<i>Mesures législatives</i>		642
<i>Étude spéciale – Accès aux marchés</i>		35 664
Banques et commerce	4 666	
<i>Étude spéciale – Système financier</i>		3 292
<i>Étude spéciale – Barrières internationales</i>		1 374
Énergie, environnement et ressources naturelles	186	
<i>Étude spéciale – Questions d’actualité</i>		186
Affaires étrangères	1 738	
<i>Étude spéciale – Relations étrangères</i>		

		1 738
Droits de la personne	2 948	
<i>Étude spéciale – Obligations</i>		2 948
Affaires juridiques et constitutionnelles	10 641	
<i>Mesures législatives</i>		564
<i>Étude spéciale – Délais dans le système de justice pénale</i>		10 077
Sécurité nationale et défense	648	
<i>Mesures législatives</i>		648
Aide médicale à mourir (mixte)	22 292	
<i>Mesures législatives</i>		22 292
Modernisation du Sénat (spécial)	885	
<i>Mesures législatives</i>		885
Affaires sociales, sciences et technologie	2 217	
<i>Étude spéciale – Démence</i>		2 217
TOTAL 42-1	82 851	82 851

Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.